JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Ediogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1980

22 sept. — Ordonnance n° 80-20 autorisant la ratification des accords de prêt n°s 2-123 et 3-124 en date du 10 septembre 1980 entre le fonds saoudien de développement (Royaume d'Arabie Saoudite) et la République togolaise. 575

DECRETS

1977

12 janv. — Décret n° 77-4/2 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 575

1980

4 août — Décret n° 80-194 portant nomination d'un directeur général de la caisse d'épargne. 575

4 août — Décret n° 80-195 portant ouverture d'une ambassade de la République togolaise au Zimbabwe. 576

4 août — Décret n° 80-196 portant nomination du directeur général adjoint de la société Togotex. 576

6 août — Décret n° 80-197 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1979/1980. 576

6 août — Décret n° 80-198 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1980/1981.	576
7 août — Décret n° 80-199 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.	577 •
7 août — Décret n° 80-200 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.	577 •
7 août — Décret n° 80-201 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Canada.	577 •
7 août — Décret n° 80-202 portant nomination d'un représentant permanent de la République togolaise auprès de l'organisation des Nations Unies à New-York. ...	577 •
7 août — Décret n° 80-203 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en U.R.S.S.	577 •
7 août — Décret n° 80-204 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Brésil.	577 •
8 août — Décret n° 80-205 portant création et statuts de l'hôtel du 2 Février.	577
9 août — Décret n° 80-206 portant nomination du directeur des services vétérinaires et de la santé animale.	579
15 août — Décret n° 80-207 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Nigeria.	579
15 août — Décret n° 80-208 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Gabon.	579
21 août — Décret n° 80-209 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.	579
21 août — Décret n° 80-210 portant attribution de médaille de mérite militaire à titre exceptionnel et étranger.	579
1 sept. — Décret n° 80-211 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale d'investissement et des fonds annexes.	579
2 sept. — Décret n° 80-212 portant ouverture d'une délégation permanente de la République togolaise auprès de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), auprès des institutions spécialisées et organismes du système des Nations Unies à Genève et Berne et auprès de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome.	580

Ambrs

2 sept. — Décret n° 80-215 portant exclusion temporaire du chef de la circonscription administrative de Bassar.	580
4 sept. — Décret n° 80-214 portant nomination du directeur de cabinet au ministère de la santé publique.	580
4 sept. — Décret n° 80-215 portant nomination du directeur de l'école nationale d'administration.	580
5 sept. — Décret n° 80-216 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Marseille (France).	581
5 sept. — Décret n° 80-217 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Marseille (France).	581
5 sept. — Décret n° 80-218 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Las Palmas (Espagne).	581
5 sept. — Décret n° 80-219 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise à la Jamahiriya Arabe Libyenne populaire socialiste.	581
5 sept. — Décret n° 80-220 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	581
5 sept. — Décret n° 80-221 modifiant l'article 2 du décret n° 71-142 du 24 juin 1971 fixant la limite des travaux, fournitures et services dispensés de la formalité d'appel à la concurrence par voie d'adjudication publique ou par voie d'appel d'offres.	582
5 sept. — Décret n° 80-223 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Las Palmas (Espagne).	582
8 sept. — Décret n° 80-224 portant nomination du directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports.	582
12 sept. — Décret n° 80-225 portant création et organisation d'une direction de la cartographie nationale et du cadastre.	582
16 sept. — Décret n° 80-227 portant annulation et ouverture de crédit au budget d'investissement et d'équipement.	583
16 sept. — Décret n° 80-228 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du coton hirsutum et barbadense de la récolte 1979/80.	589
17 sept. — Décret n° 80-229 accordant la nationalité togolaise.	589

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1980

25 août — Arrêté n° 312-MFE-DA autorisant les entreprises d'assurances à représenter leurs provisions techniques par des dépôts ou des souscriptions d'obligations auprès de la banque togolaise de développement et de société nationale d'investissement.	589
---	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1980

25 août — Arrêté n° 1247-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	591
27 août — Arrêté n° 1252-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	591
27 août — Arrêté n° 1253-MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles.	591
27 août — Arrêté n° 1254-MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	591
27 août — Arrêté n° 1255-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	591
28 août — Arrêté n° 1270-MTFP-DG-TMOSS portant ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Mango.	590
28 août — Arrêté n° 1271-MTFP-DG-TMOSS portant ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Bassar.	590
28 août — Arrêté n° 1272-MTFP-DG-TMOSS portant ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Sotouboua.	590
2 sept. — Arrêté n° 1280-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	591

2 sept. — Arrêté n° 1281 portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	592
2 sept. — Arrêté n° 1282-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	592
5 sept. — Arrêté n° 1300-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	592
Arrêtés et décisions portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, détachement, classement, révoations, reprise de service, admission à la retraite et rectificatifs à de précédents arrêtés portant admission et intégration.	592

MINISTERE DE L'INFORMATION

Arrêté rapportant de précédents arrêtés portant nominations.	611
--	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Arrêtés portant nominations.	611
------------------------------	-----

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE 1980

20 août — Décision n° 145-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Ouro-Agoro-Egbatao.	612
20 août — Décision n° 144-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au nom de l'union nationale des maisons familiales de formation rurale du Togo.	612
25 août — Décision n° 146-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la compagnie du Bénin à Ganavé.	613
27 août — Décision n° 147-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Anoumou Awougla Agbagli.	613
27 août — Décision n° 148-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de Me Amorin.	613
27 août — Décision n° 149-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur du centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) à Lomé.	613
27 août — Décision n° 150-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à la société togolaise d'études de développement (SODED) à Lomé.	613
27 août — Décision n° 151-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à Togograin à Lomé.	613

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Décision portant nomination.	613
------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Arrêtés portant admissions et additif à un précédent arrêté portant admission.	613
--	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté autorisant transfert d'un cabinet dentaire.	616
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage)	616
Récépissés de déclaration d'associations	618
Avis de perte de titres fonciers	618

PARTIE OFFICIELLE**ACTE DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 80-20 du 22 septembre 1980 autorisant la ratification des accords de prêt n° 2/123 et 3/124 en date du 10 septembre 1980 entre le fonds saoudien de développement (Royaume d'Arabie Saoudite) et la République togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 35 et 42 de la Constitution ;

Sur le rapport du ministre du Plan et de la Réforme administrative,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification des accords de prêt n° 2/123 pour le financement de l'extension du port de Lomé et n° 3/124 pour le financement de l'étude de factibilité du complexe agro-industriel de soja/maïs, accords signés à Ryad (Royaume d'Arabie Saoudite) le 10 septembre 1980 entre la République togolaise et le fonds saoudien de développement.

Art. 2 — Le texte des accords de prêt peut être consulté au ministère des finances et de l'économie (Lomé-Togo).

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 22 septembre 1980

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 77-4/2 du 12 janvier 1977 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1965 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de la visite officielle au Togo de son excellence Monsieur le Président de la République Gabonaise, sont nommées à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono, les personnalités de la suite présidentielle ci-après :

A la dignité de grand officier

S. E. M. Martin Bongo — ministre des affaires étrangères
S. E. M. Jean François Ntoutoume — ministre — conseiller personnel du président de la République

S. E. M. Louis Gaston Mayila — Ministre — directeur de cabinet du président de la République

S. E. M. Henri Minko — ministre des domaines, de l'enregistrement et de la conservation foncière

S. E. M. Léon Auge — ministre délégué à la présidence de la République chargé de l'orientation nationale des organismes spécialisés du parti et du service civique.

Au grade de Commandeur

Maître Marlyse Issembe — Secrétaire d'Etat à la promotion féminine et à l'éducation populaire

M. Jean-Baptiste N'gomo Obiang — conseiller à la présidence de la République pour les affaires Africaines et internationales
S. E. M. Maurice Leflem — ambassadeur itinérant — directeur général du protocole d'Etat

S. E. M. Jacques Mombo — ambassadeur du Gabon au Togo
M. Victor Mbongo — directeur des voyages officiels

Au grade d'Officier

MM. Fabien Omboumah — directeur de cabinet à la présidence de la République
Fidèle Etchenda, conseiller à la présidence de la République

Dr Jean-Pierre Okias, conseiller du président de la République pour les affaires médicales, médecin personnel du Chef de l'Etat

Dr Sylvestre Ratanga, secrétaire général-adjoint au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, directeur de la coopération internationale

Dr Albert N'djembo, directeur de la presse écrite présidentielle

Mlle Cécilia Otouma, chef du cabinet privé du président de la République

Mme Anne-Marie Boumah, présidente de l'U.F.P.D.G.

Lt. Georges Moubandjo, aide de Camp

MM. Christian Mandoukou, chef-adjoint du protocole d'Etat

Luc M'vouamba, directeur de presse télévisée

André Ozounguet, directeur du protocole

Joseph Etoughe, secrétaire général — Aviation civile

Christophe Assoko, ingénieur — Aviation civile

Stanislas Ewore, inspecteur général des P.T.T.

Au grade de Chevalier

Mlle Elise Essigui, chef-adjoint du protocole d'Etat

M. Georges Padzis, sous-lieutenant de police

Mme Martine Odja, secrétaire à la présidence de la République

Lt. Christophe Obeye, attaché à la présidence de la République

M. Gaston Joseph Gombomoye, 1er secrétaire et chancelier à l'Ambassade de la République gabonaise au Togo

Mme Yvette de Souza, 2è conseiller à l'Ambassade du Gabon au Togo

Mlle Hortence Nenet, secrétaire au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 12 janvier 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 80-194 du 4 août 1980 portant nomination du directeur général de la caisse d'épargne

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu la constitution, spécialement en son article 34 alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance n° 80-13 modifiant et complétant la loi n° 60-22 du 20 juin 1960, portant création de la caisse d'épargne du Togo,

DECRETE :

Article premier — M. Agbogbé Kokouvi, inspecteur central du trésor de 3è classe 2è échelon, est nommé directeur général de la caisse d'épargne.

Art. 2 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat est chargé de l'application du présent décret qui prend effet à compter de la date de signature et sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 4 Août 1980
Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 80-195 du 4 août 1980 portant ouverture d'une ambassade de la République togolaise au Zimbabwe.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Vu l'ordonnance n° 79-52 constituant la loi de finances pour la gestion 1980,

DECRETE :

Article premier — Une ambassade de la République togolaise est ouverte au Zimbabwe (Harrare, ex Salisbury).

Art. 2 — Le présent décret prend effet pour compter du 4 août 1980.

Art. 3 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1980
Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 80-196 du 4 août 1980 portant nomination du directeur général adjoint de la société TOGOTEX.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat ;
Vu la constitution spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires, spécialement en son article 75 ;
Vu le décret n° 80-161 du 20 mai 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.

DECRETE :

Article premier — M. Kodjo Djomeda, administrateur civil de 1ère classe 3è échelon est placé en position de détachement et nommé directeur général adjoint de la société TOGOTEX dont le siège est à Lama-Kara.

Art. 2 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le ministre de la fonction publique et du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-197 du 6 août 1980 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1979/1980.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Vu le décret n° 79-183 du 31 juillet 1979 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer aux producteurs et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour le karité de la récolte 1979/80 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1979/80 est fixée au 26 juillet 1980.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement

ment rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 6 août 1980
Général d'armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-198 du 6 août 1980 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1980/1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1980/81 est fixée au 11 août 1980.

Art. 2 — Le prix d'achat aux producteurs des amandes de karité de ladite récolte est fixé à 41 francs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 55.791 francs CFA la tonne.

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapaon	= 5.369 francs la tonne
Région de Mango	= 4.058 francs la tonne
Région de Bassar	= 1.037 francs la tonne
Région de Tchamba	= 800 francs la tonne.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 6 août 1980
Général d'armée G. EYADEMA

CAMPAGNE D'ACHAT DES AMANDES DE KARITE

BAREME 1980/1981

Prix d'achat au producteur	Francs CFA la tonne
1 Commission manutention acheteur produit	41.000
2 Transport lieu d'achat au centre de collecte	1.058
	1.500
	2.558
Valeur nu-basculer centre de collecte	43.558
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	674
4 Transport Sokodé - Lomé	6.370
	7.044
Valeur nu-basculer	50.602
5 Frais généraux forfaits	1.496
6 Intérêts et agios 9 %	
2 mois 1/2 sur VLM	1.015
7 Sacherie (13 1/3 sacs à 65)	866
8 Usure sacherie 10 %	
+ montée 53	140
	3.517

Valeur loco-magasin Lomé	54.119
9 Déchets 1,50 % sur VLM	812
10 Commission acheteur agréé forfait	860
	<hr/>
	1.672
Valeur à facturer à l'OPAT	55.791

DECRET N° 80-199 du 7 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Ghana

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,
Vu l'article 15 de la constitution ;

DECRETE :

Article premier — M. Nampougini Laré, administrateur civil, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-200 du 7 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Ali Dermane, administrateur civil, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1980

Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-201 du 7 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Canada.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Kokougan-Agbévidé Apaloo, administrateur civil est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Canada.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1980

Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-202 du 7 août 1980 portant nomination d'un représentant permanent de la République togolaise auprès de l'organisation des Nations Unies à New-York.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — Mme Biyèmi Kekeh est nommée représentant permanent de la République togolaise auprès de l'organisation des Nations Unies à New-York.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise

Lomé, le 7 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-203 du 7 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise en U.R.S.S.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Lassissi Dikéni Kérim est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise en URSS.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-204 du 7 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Brésil

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Djababou Nana, administrateur civil, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Brésil.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1980
Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 80-205 du 8 août 1980 portant création et statuts de l'hôtel du 2 Février.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat;

Vu la constitution, spécialement en son article 15, 32 et 34

DECRETE :

DENOMINATION — SIEGE — OBJET

Article premier — Il est créé un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, dénommé « Hôtel du 2 Février », placé sous la tutelle du ministre ayant les Sociétés d'Etat dans ses attributions.

Art. 2 — L'établissement a son siège à Lomé, place de l'indépendance.

Art. 3 — L'établissement a pour objet la gestion des installations hôtelières et de restauration qui lui sont affectées par le gouvernement.

Il exécute les obligations souscrites par le gouvernement pour la construction, l'équipement et la gestion de l'hôtel.

ADMINISTRATION

Art. 4 — L'établissement est administré par un Conseil d'administration présidé par le Haut Commissaire au Tourisme et comprenant six membres désignés par le ministre ayant les Sociétés d'Etat dans ses attributions, sur la proposition respectivement de :

- M. le ministre de l'Economie et des Finances
 - M. le ministre du Commerce et des Transports
 - M. le ministre des Travaux publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources hydrauliques
 - M. le haut commissaire au Tourisme
 - M. l'inspecteur général d'Etat
- Le sixième étant désigné directement en raison de sa compétence.

Il contrôle les opérations de l'administrateur-délégué chargé de la direction de l'Hôtel.

Art. 5 — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'établissement et autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet. Il définit la politique de l'établissement et délègue à l'administrateur-délégué les pouvoirs lui permettant de l'appliquer.

Dans la limite de l'objet social, le Conseil d'administration délibère en particulier sur les questions suivantes :

- Délégation de pouvoir à l'administrateur-délégué,
- Statuts et rémunérations du personnel,
- Programmes d'aménagement, d'investissement et de promotion,
- Contrats et marchés prévus dans le cadre de l'exploitation de l'Hôtel,
- Budget prévisionnel d'exploitation et d'investissement, compte d'exploitation et bilans annuels,
- Inventaires et comptes soumis par le mandataire conformément au contrat d'exploitation,
- Tarifs de l'Hôtel,
- Conclusion d'emprunts,
- Octroi d'hypothèque, d'avances ou autres garanties,
- Prorogation ou résiliation du contrat d'exploitation.

Art. 6 — Le Conseil d'administration se réunit deux fois par an en session ordinaire sur convocation de son président et en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent à la demande du président ou des deux tiers de ses membres.

La présence effective ou la représentation de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres ou représentés, chaque membre ayant droit à une voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

L'administrateur-délégué et l'agent-comptable assistent à toutes les réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 7 — L'administrateur-délégué est nommé parmi les administrateurs par décret sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 8 — L'administrateur-délégué est chargé d'une manière générale de l'exécution des décisions et recommandations du Conseil d'administration et plus particulièrement de :

- représenter l'établissement à l'égard des tiers, en Justice et dans tous les actes de la vie civile et administrative,
- passer et signer tous actes, registres, procès-verbaux, états et pièces,
- préparer l'ordre du jour et les dossiers de réunion du Conseil d'administration,

- assurer le secrétariat des réunions du Conseil d'administration,
- élaborer et proposer les budgets de fonctionnement et d'investissement de l'établissement,
- adresser deux fois par an, au ministre de tutelle et à tous les administrateurs, un rapport sur les activités de l'établissement.

REGIME FINANCIER

Art. 9 — Les ressources de l'établissement sont constituées notamment par :

- Les immeubles et matériels affectés à son objet par le gouvernement,
- Les recettes d'exploitation,
- Les subventions, dons et legs régulièrement autorisés,
- Les emprunts autorisés par le ministre de tutelle.

Art. 10 — Les dépenses de l'établissement comportent notamment :

- Les frais d'entretien des installations immobilières et mobilières,
- La rémunération des personnels,
- Les impôts, taxes et charges sociales,
- Les charges financières.

L'agent comptable ne peut régler les dépenses que sur le visa d'engagement de l'administrateur délégué.

Art. 11 — L'exercice financier de l'établissement correspond à l'année civile.

Art. 12 — La comptabilité est tenue selon la forme de la comptabilité commerciale par un agent comptable nommé par arrêté du ministre des finances et de l'économie.

CONTROLE

Art. 13 — L'établissement est soumis pour l'ensemble de ses activités au contrôle du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 80/161 du 28 mai 1980.

En outre un commissaire aux comptes désigné par le Conseil d'administration parmi les professionnels de la comptabilité, vérifie les comptes de l'établissement ainsi que ceux de l'administrateur-délégué avant dépôt du bilan.

Le commissaire aux comptes peut opérer toutes vérifications ou contrôles qu'il juge opportuns à toute époque de l'année et déposer un rapport circonstancié.

Il peut recueillir toutes informations auprès des tiers ayant accompli des opérations avec ou pour le compte de la société.

Il établit pour chaque exercice budgétaire un rapport dans lequel il rend compte de l'exercice de son mandat et certifie la régularité et la sincérité des écritures et des opérations comptables.

TUTELLE

Art. 14 — Le ministre de tutelle est avisé de toute réunion du Conseil d'administration. Il nomme à cet effet un commissaire du gouvernement qui le représente auprès du Conseil.

L'administrateur délégué doit adresser aussitôt au ministre de tutelle copie de toute délibération du conseil d'administration prise en son absence ou celle de son représentant.

Art. 15 — Le ministre de tutelle annule toute décision du conseil d'administration ou de l'administrateur-délégué contraire à la loi ou au présent décret.

Il peut dans le délai d'un mois de la décision prise en sa présence ou celle de son représentant, ou à compter de la réception de la copie adressée par l'administrateur-délégué, annuler les décisions qu'il estime contraire à l'intérêt général ; sans que cette annulation soit opposable aux tiers de bonne foi.

Art. 16 — Le budget prévisionnel, l'affectation des résultats le tarif des prestations, le statut du personnel et le règlement intérieur de l'établissement arrêtés par le conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'après approbation par le ministre de tutelle.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 17 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le haut commissaire au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 8 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-206 du 9 août 1980 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

D E C R E T E :

Article premier — M. Adam Zato docteur vétérinaire inspecteur 3^e échelon est nommé directeur des services vétérinaires et de la santé animale en remplacement du docteur Amaïzo Foli appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 9 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-207 du 13 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Nigeria.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Foli-Agbénozan Tettekpoe est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Nigeria.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 13 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-208 du 13 août 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Gabon.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Adamou Kaboua est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Gabon.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 13 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-209 du 21 août 1980 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15,
Vu la loi n° 61-55 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de leur départ définitif du Togo, les officiers français ci-après sont nommés dans l'Ordre du Mono :

— Capitaine Malpeyre Jacques Marie Joseph — assistant militaire technique, chef service armement à l'établissement général des services

— Lieutenant Casaneuve Bernard Jean — assistant militaire technique, commandant la chasse togolaise.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 21 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-210 du 21 août 1980 portant attribution de médaille de mérite militaire à titre exceptionnel et étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15,
Vu la loi n° 61-55 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 64-24 du 21 février 1964 portant création d'une médaille de mérite militaire,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de leur départ définitif du Togo, la médaille du mérite militaire est attribuée à titre exceptionnel et étranger aux sous-officiers français ci-après :

— Adjudant chef Petry Guy Maurice — assistant militaire technique, chef du service armement à l'établissement général des services

— Maître Principal Leclerc Christian Victor — assistant militaire technique, navigateur du Mono

— Maître Principal Ruello Jean Yves — assistant militaire technique, mécanicien sur le Kara

— Maître Principal Sellin Rémy — assistant militaire technique, navigateur du Kara

— Adjudant Monroux Gérard André — assistant militaire technique, mécanicien au sol à l'escadrille nationale togolaise.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 21 août 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-211 du 1^{er} septembre 1980 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale d'investissement et des fonds annexes

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu la constitution, spécialement en son article 34 alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance n° 53 du 29 décembre 1971 portant création, organisation et administration de la société nationale d'investissement et fonds annexes (SNI et FA), notamment son article 14,

D E C R E T E :

Article premier — Sont nommés membres du conseil d'administration de la société nationale d'investissement et fonds annexes :

— M. Komlavi Klousseh, directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest en remplacement de M. Boevi Lawson ;

— M. Edo Agbobli, directeur général du plan en remplacement de M. Akoètè Eklou-Natey ;

— M. Kodjo Kentzler, directeur de la SGGG en remplacement de M. Sevely.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1er septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-212 du 2 septembre 1980 portant ouverture d'une délégation permanente de la République togolaise auprès de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), auprès des institutions spécialisées et organismes du système des Nations Unies à Genève et Berne et auprès de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 79-52 constituant loi de finances pour la gestion 1980,

DECRETE :

Article premier — Une délégation permanente de la République togolaise est ouverte auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) à Paris (France), auprès des Institutions Spécialisées et Organismes du Système des Nations Unies à Genève et Berne (Suisse) et auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Fonds International de développement Agricole (FIDA) à Rome (Italie).

Art. 2. — Le siège de cette délégation permanente est fixé à Paris (France).

Art. 3. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-213 du 2 septembre 1980 portant exclusion temporaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution ;
Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de poste administratif et des adjoints aux chefs de circonscription ;
Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier — M. Lambana Tchaou, secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon, chef de la circonscription administrative de Bassar, est exclu temporairement pour une durée de quatre (4) mois.

Art. 2. — Pendant la durée de cette sanction, l'intéressé qui continuera à assurer ses fonctions de chef de circonscription, n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions de l'article 42 alinéa 3 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Art. 3. — Le présent décret qui aura effet à compter de la date de signature sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-214 du 4 septembre 1980 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

DECRETE :

Article premier — M. Dramani Dama, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon est nommé directeur de cabinet au ministère de la santé publique.

Art. 2. — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 4 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-215 du 4 septembre 1980 portant nomination du directeur de l'Ecole Nationale d'Administration.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du travail et de la fonction publique :

Vu l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979, portant réorganisation de l'école nationale d'administration et spécialement son article 27.

DECRETE :

Article premier — M. Acouetey Messan, professeur de 3e classe 4 échelon, assistant de droit public à l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques est nommé directeur de l'école nationale d'administration.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 4 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-216 du 5 septembre 1980 portant création d'un Consulat Honoraire de la République togolaise à Marseille (France)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé à Marseille (France) un Consulat Honoraire de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-217 du 5 septembre 1980 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Marseille (France)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 32, et 34 ;
Vu le décret n° 80-216 du 5 septembre 1980 portant création d'un Consulat Honoraire de la République togolaise à Marseille (France).

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — Maître Henri Ruggeri est nommé consul honoraire de la République togolaise à Marseille avec juridiction sur toute la ville.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-218 du 5 septembre 1980 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Las Palmas (Espagne)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé à Las Palmas, dans les Iles Canaries (Espagne) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-219 du 5 septembre 1980 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise à la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Halilou Akarawato est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise à la Jamahiriya Arabe libyenne populaire socialiste.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-220 du 5 septembre 1980 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49-APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 15 mars 1980 à Bohou (circonscription administrative de Lama-Kara),

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 186/PR/INT/APA du 24 novembre 1971 portant reconnaissance de la désignation coutumière de M. Tchassim Takounadi en qualité de chef de canton de Bohou (circonscription administrative de Lama-Kara).

Art. 2. — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, de M. Pekpeli Moroké Panapassa en qualité de chef de canton de Bohou en remplacement de M. Tchassim Takounadi destitué.

Art. 3. — Il est alloué à M. Pekpeli Moroké Panapassa, chef de canton de Bohou, une indemnité annuelle de cent vingt six mille (126.000) francs imputable au budget général — gestion 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 4. — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-221 du 5 septembre 1980 modifiant l'article 2 du décret n° 71-142 du 24 juin 1971 fixant la limite des travaux, fournitures et services dispensés de la formalité d'appel à la concurrence par voie d'adjudication publique ou par voie d'appel d'offres.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu le décret n° 71-142 du 24 juin 1971 ;

Le conseil des ministres entendu .

D E C R E T E :

Article premier — L'article 2 du décret n° 71-142 du 24 juin 1971 est modifié comme suit :

Article 2 nouveau — Pour tous travaux, fournitures ou services dont le montant est supérieur à 5.000.000 la rédaction d'un marché est obligatoire.

Lorsque le montant des travaux, fournitures ou services n'excède pas 5.000.000 les commandes peuvent être passées sur simple demande de renseignements et de prix et le règlement peut être effectué sur factures ou sur mémoires conformément à l'article 5, paragraphe G du cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics rendu applicable par arrêté n° 72/CAB du 24 janvier 1947, et à l'article 42, chapitre V « Exceptions » du cahier des clauses et conditions applicables aux marchés de fournitures et services en vertu de l'arrêté n° 768-54/F du 31 juillet 1954.

Art. 2. — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-223 du 5 septembre 1980 portant nomination d'un Consul Honoraire de la République togolaise à Las Palmas (Espagne)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 52 et 54 ;

Vu le décret n° 80-218 du 5 septembre 1980 portant création d'un Consulat Honoraire de la République togolaise à LAS PALMAS dans les ILES CANARIES (ESPAGNE) ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Pedro J. Barber est nommé consul honoraire de la République togolaise à Las Palmas avec juridiction sur toutes les Iles Canaries (Espagne).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-224 du 8 septembre 1980 portant nomination du directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 79-186 du 8 août 1979 portant désignation du directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports.

Art. 2. — M. Kwamé Meyisso, administrateur civil, est nommé directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports, en remplacement de M. Koffi Viwanou Houmey, remis à la disposition du ministre de l'économie et des finances.

Art. 3. — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 8 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-225 du 12 septembre 1980 portant création et organisation d'une Direction de la Cartographie Nationale et du Cadastre.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre des Travaux Publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15, 20, 52 et 54,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé au sein du ministère des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, une direction de la cartographie nationale et du cadastre.

Art. 2 — La direction de la cartographie nationale et du cadastre a pour objet :

— l'exécution des travaux de cartographie et de topographie demandés par divers services publics ou parapublics.

— les opérations de mesure et plan relatives à la conservation de la propriété foncière et à la tenue du cadastre.

— le contrôle et l'homologation des cartes et plans établis par des entreprises et professionnels du secteur privé.

— l'assistance technique pour la préparation et la réalisation des projets de développement nécessitant des opérations topographiques ou cartographiques.

Art. 3. — La direction de la cartographie nationale et du cadastre comporte deux divisions :

- la division de la cartographie
- la division du cadastre.

Art. 4 — La division de la cartographie comprend deux sections :

- la section travaux techniques et topographiques à petites échelles, inférieures ou égales au 1/10.000.
- la section dessin et reproduction.

Art. 5 — La division du cadastre comprend trois sections :

- la section publicité et documentation foncière.
- la section travaux techniques et topographiques à grandes échelles, supérieures au 1/10.000.
- la section évaluations fiscales.

Art. 6 — La définition des attributions et tâches réparties entre les différentes sections est déterminée par arrêté du ministre ayant les travaux publics dans ses attributions.

Art. 7 — Les évaluations d'assiette d'impôts et taxes relatives aux terrains bâtis ou non bâtis opérées par la section d'évaluations fiscales sont transmises par le directeur de la cartographie nationale et du cadastre au directeur général des impôts pour établissement du rôle et recouvrement.

Art. 8 — Les réclamations des contribuables à l'égard des impôts et taxes visées à l'article précédent peuvent être adressées directement au directeur si elles reposent sur une erreur prétendue quant à l'assiette cadastrale.

Avis en est donné aussitôt par le directeur au directeur général des impôts.

Art. 9 — La direction de la cartographie nationale et du cadastre est confiée à un directeur nommé par décret sur proposition du ministre ayant les travaux publics dans ses attributions.

Il veille à la bonne coordination des travaux des diverses divisions et sections.

Le directeur est suppléé en cas d'empêchement par les chefs de division, chacun selon sa compétence d'attribution.

Art. 10 — Les cartes, plans, photographies et autres documents élaborés par la direction de la cartographie nationale et du cadastre sont vendus au public dans les conditions fixées par arrêté du ministre des travaux publics.

Les recettes sont versées au trésor selon les règlements de la comptabilité publique.

Art. 11 — Le personnel technique affecté aux anciens services topographique et du cadastre relevant soit du ministère des travaux publics, soit du ministère des finances est mis à la disposition de la direction de la cartographie nationale et du cadastre.

Un décret pris en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires fixera le statut particulier des personnels techniques de la direction de la cartographie nationale et du cadastre.

Art. 12 — Le présent décret abroge et remplace toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n° 72-239 du 29 novembre 1972 portant organisation du service topographique.

Art. 13 — Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-227 du 16 novembre 1980 portant annulation et ouverture de crédits au budget d'investissement et d'équipement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du plan et de la réforme administrative;

Vu la constitution de la République togolaise du 9 janvier 1980, notamment son article 15 ;

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 46 (article 13) du 22 novembre 1968, constituant loi de finances pour l'exercice 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 10 bis du 4 février 1974, constituant loi de finances pour l'exercice 1974 ;

Vu l'ordonnance n° 38 du 4 décembre 1975, portant modification de l'ordonnance n° 10 bis du 4 février 1974, constituant loi de finances pour l'exercice 1974 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Sont annulés au titre du budget d'investissement et d'équipement 1974, les crédits ci-après, conformément à l'état d'annulation en annexe.

Art. 2 — Sont ouverts au titre du budget d'investissement et d'équipement 1979 les crédits ci-après conformément à l'état d'ouverture en annexe.

Art. 3 — Le ministre du plan et de la réforme administrative est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 16 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

**ETAT DE CLOTURE
BUDGET D'INVESTISSEMENT ET
D'EQUIPEMENT 1974**

IMPUTATIONS					NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits en dépassement	Engagements	Reliquat net en + ou en -
Titres	Chap.	Art.	Parag.	Rubr					
I					RECAPITULATION PAR TITRES				
II					Equipements administratifs	221.200.000	100.428.731	314.545.232	93.345.232
III					Infrastructures de Communications ..	1.904.023.000	—	1.751.296.161	152.726.839
IV					Développement Rural	693.934.000	—	669.569.767	24.364.233
V					Industrie - Artisanat - Commerce	1.751.531.000	—	1.717.815.072	33.715.928
					Développement Socio - Culturel	867.594.000	—	764.247.748	103.346.252
					TOTAUX	5.438.282.000	100.428.731	5.217.473.980	220.808.020

**ETAT DE CLOTURE
BUDGET D'INVESTISSEMENT ET
D'EQUIPEMENT 1974**

IMPUTATIONS					NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits accordés en dépassement	Engagements	Reliquats nets en + ou en -
Titres	Chap.	Art.	Parag.	Rubr					
					2	3	4	5	6
I					EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS	221.200.000	100.428.731	314.545.232	93.345.232
	2				PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	64.500.000	—		75.000
	2	2	1	a	Construction bureaux régionaux du plan Atakpamé et Lama-Kara	12.500.000	—	12.500.000	—
	2	2	2	a	Achèvement division régionale statistique Atakpamé	2.000.000	—	2.000.000	—
	2	2	2	b	Construction division régionale statistique Lama-Kara	4.000.000	—	3.925.000	75.000
	2	2	2	c	Equipement de la direction de la statistique glé d'ordinateur	46.000.000	—	46.000.000	—
	3				DEFENSE NATIONALE	55.000.000	—	55.000.000	—
	3	2	1	b	Extension du camp de Tokoin	25.000.000	—	25.000.000	—
	3	2	2	a	Tokoin aviation — Casernement instal. pour Cie. parachutistes	10.000.000	—	10.000.000	—
	3	2	2	b	Construction camp de Témédja	5.000.000	—	5.000.000	—
	3	2	2	d	Extension camp de Lama-Kara	5.000.000	—	5.000.000	—
	3	2	2	e	Construction camp de Dapaong	5.000.000	—	5.000.000	—
	3	3	4	e	Amélioration de brigades et casernements	5.000.000	—	5.000.000	—
I	5				MINISTERE DE L'INTERIEUR	17.000.000	95.000.000	111.804.161	94.804.161
	5	2	1	b	Construction commissariat de police de Lama-Kara (2è tranche)	5.000.000	—	4.812.217	187.783
	5	3	3	a	Construction bureau et résidence P.A. d'Elavagnon	5.000.000	—	5.000.000	—
	5	4	1	a	Aménagement camp des gardiens circ.	7.000.000	95.000.000	101.991.944	94.991.944
	6				Ministère des Finances et de l'Economie	17.200.000	—	17.000.000	200.000
	6	3	1	a	Construction du nouveau garage à Tokoin (1re tranche)	10.000.000	—	10.000.000	—
	6	8	2	d	Bureau de Sanvee-Condji (électr. et regl. acquisition terrain)	2.200.000	—	2.200.000	—
	6	8	2	e	Construction de Poste de Tohoum (1re tranche)	3.000.000	—	3.000.000	—
	6	8	2	f	Aménagement Poste Cinkassé	2.000.000	—	1.800.000	200.000

IMPUTATIONS				NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits accordés en dépassement	Engagements	Reliquats nets en + ou en -
Titres	Chap.	Art.	Parag. Rubr					
	7			Ministère de la Justice tribunaux modernes	6.500.000	—	—	6.500.000
	7	2	1	b Construction Palais de Justice de Lama-Kara	6.500.000	—	—	6.500.000
	8			Ministère des P.T., Transports, Postes et Télécommunications	21.000.000	—	20.887.340	112.660
	8	2	2	a Constr. subdv. des T.P. de Kpalimé ..	5.000.000	—	4.999.999	1
	8	2	2	b Amélioration secteurs Dapaon, Nuatja et Kantè	5.000.000	—	5.000.000	—
	8	3	1	a Constr. logements observateurs à Atakpamé et Mango	4.000.000	—	4.000.000	—
	8	3	1	b Cosntr. d'une station d'observation avec parc à Dapaon	2.000.000	—	2.000.000	—
	8	3	1	c Constr. et aménagement divers à Sokodé	2.500.000	—	2.498.951	1.040
	8	3	1	d Equipements divers	2.500.000	—	2.388.390	111.610
I	11			Ministère de la Fonction publique et du Travail	40.000.000	5.428.731	45.428.731	—
	11	1	1	a Construction Bourse du Travail	40.000.000	5.428.731	—	—
II				Infrastructures de communications	904.023.000	—	1.751.296.161	152.726.839
	2			Direction des Travaux publics	991.150.000	—	968.216.334	22.933.666
	2	1	1	a Subvention au Fonds Routier	110.000.000	—	104.693.767	5.306.233
	2	1	1	b Participation au Programme d'entretien routier BIRD	20.000.000	—	20.000.000	—
(n)	2	1	1	c Construction et Aménagement rues de Lomé	240.655.000	—	240.654.985	15
	2	1	1	d Fourniture de préfabriques pour trottoirs de Lama-Kara	4.600.000	—	4.599.350	650
	2	1	1	e Aménagement et bitumage de 15 kms des rues à Lama-Kara et de bretelles Tchitchao — Aéroport de Sara-Kawa	115.000.000	—	115.000.000	—
	2	1	1	f Travaux sur le Boulevard circulaire et la route de l'Aéroport de Lomé	109.657.000	—	109.656.862	139
	2	2	1	d Electrification des chefs-lieux de circ...	68.000.000	—	68.000.000	—
	2	2	1	e Participation de l'électrification L-Kara...	45.000.000	—	45.000.000	—
	2	3	1	b Etudes dd'adduction d'eau de L-Kara...	40.000.000	—	37.690.000	2.310.000
	2	3	1	c Adduction d'eau de L-Kara (travaux).... P M	—	—	—	—
(n)	2	3	1	d Hydraulique villageoise	15.000.000	—	—	15.000.000
	2	3	1	e Adduction d'eau de Lomé (extension) SOCEA	39.612.000	—	39.570.000	41.600
	2	3	3	b Travaux	183.626.000	—	183.350.970	275.030
III	4			CHEMIN DE FER DU TOGO	34.500.000	—	23.335.497	11.164.503
	4	1	1	c Ballastage (1re tr.) ligne d'Aného	7.500.000	—	7.388.535	111.465
	4	2	1	a Travaux d'enlèvement des installations ferrovières	27.000.000	—	15.946.962	11.053.038
	5			POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	163.819.000	—	163.817.231	1.769
	5	1	1	a Reconstruction Aménagement Renforcement Extension du Réseau Téléphonique Bâtiments et Equipements	157.819.000	—	157.817.661	1.339
	5	1	1	b Liaison téléphonique L. Kara Aérodrôme	3.700.000	—	3.700.000	—
	5	1	1	c Extension Réseau téléphonique L. Kara	2.300.000	—	2.299.570	430
	6			AERONAUTIQUE CIVILE	62.000.000	—	17.000.000	45.000.000
	6	1	1	b Aéroport de L. Kara — Equipement ..	15.000.000	—	12.000.000	3.000.000
	6	1	1	c Mise en normes DC de la piste	47.000.000	—	5.000.000	42.000.000
	7			PORT AUTONOME DE LOME	24.000.000	—	24.000.000	—
	7	3	1	a Raccordement électrique à la Raffinerie de pétrole	24.000.000	—	24.000.000	—
	8			EQUIPEMENTS URBAINS	40.377.000	—	37.060.000	3.317.000
	8	1	1	a Participation Togolaise	15.000.000	—	15.000.000	—
	8	2	1	b Etudes d'urbanisme sur Lomé et l'ensemble	25.377.000	—	22.060.000	3.317.000
	9			EQUIPEMENTS TOURISTIQUES	588.177.000	—	517.867.099	70.309.901
	9	1	1	a Dotation à l'Office du Tourisme	15.000.000	—	14.990.200	9.800
	9	1	1	d (Acquisition) CAR climatisé (2e tranche) Construction d'Hôpital de Lama-Kara ..	40.000.000	—	35.499.775	4.500.225

IMPUTATIONS					NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits accordés en dépassement	Engagements	Reliquats nets en + ou en -
Titres	Chao.	Art.	Parag.	Rubr.					
	9	2	1	e	Autres Programmes	25.000.000		25.000.000	—
	9	2	1	f	Construction de l'Hôtel de la Paix	503.677.000		438.677.124	64.999.876
	9	2	1	g	Aménagement et Equipement complémentaires	4.500.000		3.700.000	800.000
III					DEVELOPPEMENT RURAL	693.934.000	—	669.569.767	24.364.233
	2				DIRECTION DES SERVICES AGRICOLES	119.000.000	—	119.000.000	—
	2	1	1	b	Opération Café Cacao (SRCC)	119.000.000		119.000.000	
	3				SERVICE DE L'ELEVAGE	14.000.000	—	13.996.634	3.366
	3	1	1	a	Lutte contre la péripneumonie bovine	6.500.000		6.499.447	553
	3	2	1	a	participation Togolaise	7.500.000		7.497.187	2.813
	4				SERVICE DES PECHEES	15.000.000	—	14.614.857	385.143
	4	1	1	a	programme des pêches	15.000.000		14.614.857	385.143
	5				DIRECTION DU GENIE RURAL	13.000.000	—	12.999.762	238
	5	1	1	a	Aménagement des retenues d'eau	13.000.000		12.999.762	238
	6				ENSEIGNEMENT ET FORMATION	73.135.000	—	71.824.283	1.310.717
	6	1	1	b	Clubs agricoles de la jeunesse pionnières Agricoles	1.000.000		998.939	1.061
	6	1	1	d	Village Coopérative de Togodo	1.000.000		998.519	1.481
	6	1	1	f	Division de l'animation rurale et de la participation populaire	66.500.000		65.191.926	1.308.074
	6	1	1	g	Nutrition appliquée	4.635.000		4.634.899	101
	7				PROGRAMMES REGIONAUX	291.500.000	—	282.232.589	9.267.411
	7	1	2	a	SORAD-Maritime Subvention pr Encadrement	20.000.000		19.998.355	1.645
	7	1	2	d	SORAD-Savanes Subvention pour Encadrement	20.000.000		20.000.000	
	7	1	2	b	SORAD-Kara Subvention pr, Encadrement	20.000.000		20.000.000	
	7	1	2	e	SORAD-Plateaux Subvention pr, Encadrement	12.000.000		12.000.000	
	7	1	2	f	SORAD-Centrale Subvention pr Encadrement	12.000.000		12.000.000	
	7	2	1	a	Participation togolaise	7.500.000		7.485.534	14.466
	7	3	1	a	Programmes spécifiques de développement rural	200.000.000		190.748.700	9.251.300
	8				SERVICES DES EAUX ET FORETS	8.500.000	—	8.491.710	8.290
	8	1	1	a	Aménagement de la Réserve Faune de la Kéran	8.500.000		8.491.710	8.290
	9				Participation aux programmes financiers par l'aide extérieure	159.799.000	—	146.409.932	13.389.068
	9	1	1	a	Recherches expérimentales sur le coton IRCT	22.000.000		22.000.000	
	9	1	1	b	Développement d'élevage d'Avétonou	5.000.000		4.997.033	2.967
	9	1	1	c	Développement de ressources forestières (PNUD)	30.400.000		30.040.331	359.669
	9	1	1	e	Programme de développement de riziculture	44.364.000		31.952.304	12.411.696
	9	1	1	f	Programme rizicole (mission chinoise)	10.000.000		9.968.037	31.963
	9	1	1	g	Programme des villages pilotes (Kambolé)	1.000.000		999.996	4
	9	1	1	i	Recherches sur le café et cacao (IFCG)	11.535.000		11.534.656	344
	9	1	1	l	Recherches sur les cultures vivrières (IRAT)	4.000.000		4.000.000	
	9	1	1	m	Programmes de palmeraies sélectionnées (SONAPH) 1re tranche	18.000.000		18.000.000	
	9	1	1	n	Statistiques agricoles	4.500.000		4.485.544	14.456
	9	1	1	o	Etudes pédologiques	4.000.000		3.432.031	567.969
	9	2	1	a	Plantation industrielle de manioc (Yobo) 2è tranche	5.000.000		5.000.000	
IV					Industrie — Artisanat — Commerce	1.751.531.000	—	1.717.815.072	33.715.928
	1				Direction de l'Industrie et Artisanat	1.000.000	—	—	1.000.000
	1	1	1	b	Centre artisanal de Palimé	1.000.000		—	1.000.000
	2				CNPPME	40.000.000		39.896.106	103.894
	2	1	1	b	Participation togolaise au programme du domaine industriel	20.000.000		19.940.774	59.226
	2	2	1	s	Etudes industrielles	20.000.000		19.955.332	44.668
	3				DIRECTION DES MINES	112.000.000		111.883.783	116.217
	3	1	1	a	Dotation au bureau national de recherches minières	112.000.000			

IMPUTATIONS					NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits accordés en dépassement	Engagements	Reliquats nets en + ou en -
Titres	1								
	Chap.	Art.	Parag.	Rubr.					
	4				AUTRES INTERVENTIONS DU P.R.	1.598.531.000		1.566.035.183	32.495.817
	4	1	1	a	Fonds d'intervention	82.644.000		75.412.904	7.231.096
	4	2	1	a	Préparation du 3è plan de développement			1.971.832	28.168
	4	2	1	b	Fonds d'équilibre	2.000.000		7.496.216	3.784
	4	2	1	c	Abattoir frigorifique — partic. togol.	50.000.000		50.000.000	—
	4	2	1	d	Silos céréaliers (2è tranche)	69.973.000		69.973.000	—
	4	2	1	e	Construction d'un ensemble de bâtiments pour raffinerie de pétrole	1.064.296.000		1.039.228.159	25.067.841
	4	2	1	f	Fonds de réserves (art. n° 22 du 16-6-70)	30.129.000		29.987.000	142.000
	4	2	2	a	Enquête sur les budgets de consommation	12.500.000		12.499.192	808
	4	3	1	a	Participation au capital de sociétés ..	274.614.000		274.592.262	21.738
	4	3	1	b	Participation togolaise au programme de conserverie de tomates et ananas	4.875.000		4.874.610	382
V	1				PROGRAMMES SOCIO-CULTURELS	867.594.000	—	764.247.748	103.346.252
	1				PROGRAMMES SANITAIRES	106.610.000	—	95.996.551	10.613.449
	1	1	1	a	Construction d'un bloc administratif (2e tranche)	10.000.000		10.000.000	
	1	1	1	c	Aménagement de 6 chambres	4.690.000		4.690.000	
	1	1	2	c	Construction d'une cuisine au CHR d'Atakpamé	2.000.000		2.000.000	
	1	1	2	d	Construction d'une cuisine au CHR de Dapaon	2.000.000		2.000.000	
	1	1	3	c	Construction et Equipement de Mango (1re tranche)	7.500.000			7.500.000
	1	1	3	f	Construction et Equipement de Kantè (1re tranche)	7.500.000		7.500.000	
	1	1	4	a	Equipement Formations Sanitaires existantes	3.000.000		3.000.000	
	1	1	4	b	Rénovation des Centres de Santé Vétustes	3.000.000		2.995.626	4.374
	1	1	4	c	Achèvement des CS Agou - Bè - Attitogon	5.500.000		5.494.780	5.220
	1	1	4	d	Aménagement du CS de Lomé	1.500.000		1.497.438	2.562
	1	1	4	h	Construction et Equipement CS de Badou et Noépé (2e tranche)	15.000.000		13.370.604	1.629.396
	1	1	4	i	Construction et Equipement CS de Porto-Séguro (1re tranche)	6.500.000		6.500.000	
	1	1	4	j	Achèvement CS (alimentation en eau — électrification — logement de fonctionnaires Médecins)	33.420.000		32.864.308	555.692
	1	2	1	a	Assainissement du milieu	2.500.000		2.349.300	150.700
	1	3	1	a	Campagne de vaccination	2.500.000		1.734.495	765.505
	2				PROGRAMME D'EDUCATION NATIONALE	287.500.000		286.755.148	744.852
	2	1	1	a	Réparation, consolidation des classes vétustes et construction de nouvelles classes	17.000.000		17.000.000	
	2	2	1	a	Complément travaux de construction dans les Centres d'Enseignement Secondaires	65.500.000		65.103.943	396.057
	2	2	1	b	Achèvement (constr. citernes — bloc sanitaire) réfectoire avec cuisine — ameublement foyer	10.000.000		9.995.005	4.995
	2	3	1	a	Participation togolaise au programme de l'E.N.S. d'Atakpamé	30.000.000		29.665.632	334.368
	2	4	1	a	Participation togol. au progr. de l'U.B.	165.000.000		164.990.568	9.432
	3				AFFAIRES SOCIALES	37.500.000		37.499.249	751
	3	1	1	b	Construction, achèvement et équipement des centres communautaires...	10.000.000		10.000.000	
	3	1	1	c	Constr. centre communautaire Lama-Kara	10.000.000		10.000.000	
	3	2	1	c	Alphabétisation des adultes	5.500.000		5.499.249	751
	3	3	1	a	Equip. centre nat. formation sociale ..	6.000.000		6.000.000	
	3	3	1	c	Acquisition terrains pour construction centre d'observation et d'orientation professionnelle des jeunes inadaptés	6.000.000		6.000.000	

IMPUTATIONS					NATURE DE LA DEPENSE	Crédits de paiement	Crédits accordés en dépassement	Engagements	Reliquats nets en + ou en -
Titres	1								
	Chap.	Art.	Parag.	Rubr.					
	4				Information — Presse — Radiodiffusion — Télévision	295.724.000		283.879.422	11.844.578
(n)	4	2	1	c	Radio-clubs	2.000.000		—	2.000.000
	4	2	1	d	Travaux de construction d'une maison de la Radio et Télévision à Lomé	257.724.000		253.880.358	3.843.642
	4	3	1	b	Compl. travaux de construction direction générale EDITOGO	6.000.000		—	6.000.000
	4	4	1	a	Equipt. (1re tr.) station Radio Lomé et Lama-Kara	30.000.000		29.999.064	936
V	5				Jeunesse-Sports-Cultures et Recherches scientifiques	140.260.000		60.117.378	80.142.622
	5	1	1	b	Acquisition Car de transport	4.000.000		4.000.000	
	5	1	1	c	Construction stade de Lama-Kara	30.000.000		29.991.033	8.967
	5	2	1	a	Dotation ensemble artistique national	2.000.000		2.000.000	
	5	2	1	b	Dotation ensemble artistique régional	3.000.000		3.000.000	
	5	2	1	c	Achat « MUSEE KPONTON »	3.000.000		3.000.000	
	5	2	1	d	Construction mini maison du RPT Lama-Kara	88.260.000		8.630.000	79.630.000
(n)	5	2	1	d	Construction d'un centre culturel dans la ville de Sokodé	10.000.000		9.496.345	503.655

ETAT D'OUVERTURE DE CREDITS
au budget d'investissement et d'équipement 1979

IMPUTATIONS					Ministères et Services	Nature de la dépense	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Titres	Chap.	Art.	Par.	Rubr.				
I					Equipements administratifs		50.000.000	50.000.000
	7	2	1	b	Ministère de la Justice	Palais de Justice de Lama-Kara	50.000.000	50.000.000
V					Développement socio-culturel		20.000.000	20.000.000
	1	1	3	e	Santé publique	Construction Hôpital Mango	20.000.000	20.000.000
VI					Autres interventions de l'Etat		150.808.000	150.808.000
	1	2	1	a	D.G.P.D. / S.F.C.E.P	Fonds d'équilibre	150.808.000	150.808.000
						Totaux	220.808.000	220.808.000

DECRET N° 80-228 du 16 septembre 1980 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du coton HIRSUTUM et BARBADENSE de la récolte 1979/80.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce, et des transports, du ministre du développement rural et du ministre de l'aménagement rural ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts de la société togolaise du coton (SOTOCO) ;

Vu le décret n° 79-260 du 25 octobre 1979 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du coton HIRSUTUM et BARBADENSE de la récolte 1979-80 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du Coton Hirsutum et Barbadense de la récolte 1979/80 est fixée au 13 septembre 1980.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 16 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET n° 80-229 du 17 septembre 1980 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;

Vu l'ordonnance n° 78-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise ;

Vu la requête de l'intéressé en date du 23 avril 1979, ensemble avec les pièces réglementaires produites et le résultat des enquêtes effectuées ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à M. Lawani Dourodjayé Tidjani, né vers 1910 à Shaki (République Fédérale du Nigéria) de Lawani Dourodjayé et de Sindjonola, commerçant demeurant à Kouméa.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**

ARRETE N° 312/MFE/DA du 25 août 1980 autorisant les entreprises d'assurances à représenter leurs provisions techniques par des dépôts ou des souscriptions d'obligations auprès de la banque togolaise de développement et de la société nationale d'investissement.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et des opérations d'assurances ;

Vu le décret n° 68-150 du 12 août 1968 réglementant les placements des provisions techniques des organismes d'assurances dans la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-119 du 2 juin 1969 portant application de l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 susvisée ;

Vu l'arrêté n° 432 MFE/DA du 16 octobre 1973 relatif aux placements des provisions techniques des sociétés d'assurances ;

Vu la loi n° 66-20 du 12 décembre 1966 portant création de la banque togolaise de développement ;

Vu l'arrêté n° 235/MFE du 19 juin 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 53 du 29 décembre 1971 portant création de la société nationale d'investissement ;

Vu le décret n° 80-183 du 26 juin 1980 fixant la composition du gouvernement,

A R R E T E :

Article premier — Les placements affectés à la représentation des provisions techniques des entreprises d'assurances peuvent être constitués sans limitation, sous forme de dépôts ou de souscriptions d'obligations, auprès de la Banque Togolaise de Développement et de la Société Nationale d'Investissement, dans les proportions suivantes :

- 20% auprès de la banque togolaise de développement,
- 80% auprès de la société nationale d'investissement.

Art. 2 — Ces placements à caractère réglementaire et obligatoire doivent être effectués au plus tard le 30 juin de chaque année.

Ils seront rémunérés aux taux annuels suivants :

- dépôts à vue : 7%,
- dépôts à terme et obligations : 7,5%.

Art. 3 — L'organisme dépositaire devra prendre toutes dispositions nécessaires afin de pouvoir à tout moment mettre à la disposition de chaque déposant une somme égale au quart du dépôt ou de la souscription effectué.

Les fonds nécessaires aux règlements des sinistres importants peuvent être débloqués sur demande justifiée adressée au ministre des Finances et de l'économie par l'entreprise d'assurances intéressée.

Art. 4 — Les intérêts provenant des placements pourront être, sur leur demande, payés tous les ans aux déposants, ou capitalisés.

L'organisme dépositaire devra alors notifier à l'entreprise d'assurances concernée la capitalisation des intérêts ainsi effectuée.

La banque togolaise de développement et la société nationale d'investissement fourniront à la direction des assurances la situation annuelle de chacune des entreprises d'assurances visées.

Art. 5 — L'arrêté n° 432/MFE/DA du 16 octobre 1973 est abrogé.

Art. 6 — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de sa signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1980

T. Tèvi-Bénissan

MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté n° 1270/MTFP/DG/TMOSS du 28 août 1980 portant l'ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Mango

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Sur proposition du directeur général du travail, de la main d'œuvre et de la sécurité sociale ;

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail et spécialement en son article 160, créant une section locale de placement auprès du chef-cir ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Article premier — Il est ouvert auprès du chef de la circonscription administrative de Mango, une section locale de placement.

Art. 2 — Le ressort de la section locale de placement ci-dessus couvre le territoire de la circonscription administrative de Mango.

Art. 3 — La compétence de la section locale de placement de Mango est celle dévolue à un service de la main-d'œuvre et de l'emploi conformément à l'article 158 de l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail.

Art. 4 — Le présent arrêté prend effet pour compter du 31 juillet 1978.

Art. 5 — Le directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République Togolaise.

Lomé, le 28 Août 1980

Nyandi Sébou Napo

Arrêté n° 1271/MTFP/DG/TMOSS du 28 août 1980 portant ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Bassar

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Sur proposition du directeur général du travail, de la main d'œuvre et de la sécurité sociale ;

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail et spécialement en son article 160, créant une section locale de placement auprès du chef-cir ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Article premier — Il est ouvert auprès du chef de la circonscription administrative de Bassar, une section locale de placement.

Art. 2 — Le ressort de la Section locale de placement ci-dessus couvre le territoire de la circonscription administrative de Bassar.

Art. 3 — La compétence de la section locale de placement de Bassar est celle dévolue à un service de la main-d'œuvre et de l'emploi conformément à l'article 158 de l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail.

Art. 4 — Le présent arrêté prend effet pour compter du 26 mars 1980.

Art. 5 — Le directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 28 Août 1980

Nyandi Sébou Napo

Arrêté n° 1272/MTFP/DG/TMOSS du 28 août 1980 portant ouverture de la section locale de placement auprès du chef de la circonscription administrative de Sotouboua.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Sur proposition du directeur général du travail, de la main d'œuvre et de la sécurité sociale ;

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail spécialement en son article 160, créant une section locale de placement auprès du chef-cir ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Article premier — Il est ouvert auprès du chef de la circonscription administrative de Sotouboua, une section locale de placement.

Art. 2 — Le ressort de la section locale de placement ci-dessus couvre le territoire de la circonscription administrative de Sotouboua.

Art. 3 — La compétence de la section locale de placement de Sotouboua est celle dévolue à un service de la main-d'œuvre et de l'emploi conformément à l'article 158 de l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail.

Art. 4 — Le présent arrêté prend effet pour compter du 14 juillet 1980.

Art. 5 — Le directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel de la République togolaise**.

Lomé, le 28 août 1980

Nyandi Sébou Napo

Promotions

Arrêté n° 1247/MTFP du 25-8-80 — Mme Toffa Adunkè Dovi, n° mle 006768-A, institutrice de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est promue au grade d'institutrice de 1^{ère} classe 1^{er} échelon (indice 1150) à compter du 1^{er} janvier 1979.

Arrêté n° 1252/MTFP du 27-8-80 — Sont promus aux grades supérieurs, à compter des dates ci-dessous indiquées, les fonctionnaires du corps du personnel de l'enseignement dont les noms suivent :

CADRE DES INSTITUTEURS (Cat. B)

Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur principal

1-1-79 — Afatchao Têko-Vignon, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon.

Au 1^{er} échelon du grade d'institutrice de 1^{ère} classe

1-1-79 — Ekué-Hetta Ayaba Monché, inst. de 2^e classe 4^e échelon.

CADRE DES SURVEILLANTS GENERAUX (Cat. B.)

Au 1^{er} échelon du grade de surveillant général de 1^{ère} classe

1-10-79 — Sanvee Edoh Nokplimi, surveillant général de 2^e classe 3^e échelon

CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)

Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe

1-1-79 — Togni Mensah Zikpiku, instituteur-adjoint de 3^e clas. 4^e échelon.

CADRE DES PROFESSEURS TECHNIQUES ADJOINTS (Cat. C)

Au 1^{er} échelon du grade de professeur technique-adjoint de 2^e clas.

1-3-79 — Mensah Nicoué, professeur technique de 3^e classe 4^e échelon.

CADRE DES MONITEURS (Cat. D)

Au 1^{er} échelon du grade de monitrice de 2^e classe

1-1-78 — Amedin Ablavi Mevemo, monitrice de 3^e classe 4^e échelon.

Arrêté n° 1253/MTFP du 27-8-80 — Les agents spécialisés ordinaires 4^e échelon (catégorie D indice 390) du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles ci-dessous désignés sont promus au grade d'agents spécialisés confirmés 1^{er} échelon (indice 430) dans les conditions suivantes :

13-1-79 — Nugbolo Komlan n° mle 014518 — Q.

23-3-80 — Issaka Séidou n° mle 013523 — V.

Arrêté n° 1254/MTFP du 27-8-80 — Est rapporté en ce qui concerne M. Douiti Amidou, l'arrêté n° 366/MTFP du 3 mars 1980 portant promotion.

M. Douiti Amidou infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est promu au grade d'infirmier d'Etat de 1^{ère} classe 1^{er} échelon pour compter du 24 juillet 1978 (RSM 1 m 23 jrs).

M. Douiti Amidou est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juin 1980 (RSM épuisée).

Arrêté n° 1255/MTFP du 27-8-80 — M. Adotévi Adovi, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est promu au grade d'ingénieur d'agriculture de 1^{ère} classe 1^{er} échelon (indice 1900) à compter du 5 novembre 1977.

M. Adotévi Adovi est élevé au 2^e échelon (indice 2050) à compter du 5 novembre 1979.

Arrêté n° 1280/MTFP du 2-9-80 — Les fonctionnaires ci-après désignés du corps du personnel de l'enseignement sont promus au grade supérieur dans les conditions suivantes :

CADRE DES INSTITUTEURS (Cat. B)

Au grade d'instituteur de classe exceptionnelle

1-1-80 — Fiagan Ténassou Kwami, instituteur principal 3^e échelon

1-1-80 — Amouzougan Assionvi, instituteur principal 3^e échelon

Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur principal

1-1-80 — Adigo Viho, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon

Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur de 1^{ère} classe

1-1-78 — Sitti Ayi Agbefiovi

1-1-79 — Kpekouma Alaka Tonkaguida

1-1-79 — Teko-Agbele Yawovi,

1-1-79 — Djadja-Avonyo Kokou Nouwazan,

1-1-79 — Abiassi Dovi,

1-1-79 — Kloutse Sotomeli Komlan,

10-3-79 — Djokoto Amaglo Komi

12-7-79 — Ake Komi Mawuena,

1-2-80 — Adedze Dometo Afi,

1-2-80 — Viana Fo Koffi,

27-9-80 — Ayo P'Essatokim, (née Kogoé)
26-11-79 — Gbadoe Folly Azanmassogbé
instituteurs de 2^e classe 4^e échelon

**CADRE DES PROFESSEURS DES COLLEGES
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Cat. B)**

**Au 1^{er} échelon du grade des professeurs des C.E.T. de
2^e classe**

21-2-80 — Guinhouya Kornivi, professeur des CET de
3^e classe 4^e échelon

CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)

**Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur-adjoint de 1^{ère}
classe**

15-12-78 — Tsipotu Komi Bobi, instit.-adjoint de 2^e
classe 3^e échelon

**Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2^e clas-
se**

15-9-78 — Satekla Agbéko,
27-9-78 — Wonyakou Kumassi,
27-9-78 — Klousseh Adacouvi,
27-9-78 — Amouzou Koumadoke Yaovi,
27-9-78 — Hounnake-Kouassi Dodji Mawukpona,
10-3-79 — Badjola Barébabahom Yana,
instituteurs-adjoints de 3^e classe 4^e échelon

CADRE DES MONITEURS (Cat. D)

Au grade de moniteur de classe exceptionnelle

1-1-80 — Sodji Ahlinvi, moniteur de 1^{ère} classe 3^e
échelon.

Arrêté n° 1281/MTFP du 2/9/80. — Les fonctionnai-
res du cadre interministériel du personnel de l'adminis-
tration générale ci-dessous désignés sont promus au gra-
de supérieur dans les conditions suivantes :

CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS (Cat. A1)

**Au 1^{er} échelon du grade d'administrateur civil
principal (indice 2350)**

5.1.80 — Randolph Yaovi, adteur civil de 1^{re} cl. 3^e éch.

**CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION
(CAT. B)**

**Au 1^{er} échelon du grade de secrétaire d'administration
de 1^{re} classe**

1.3.80 — Weka Kodjo Nyamaku, secr. d'adion de 2^e cl.
4^e échelon

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (CAT C)

**Au grade d'adjoint administratif principal de classe
exceptionnelle**

10.8.80 — Arnesse Agbo Messan, adjoint administratif
principal 3^e échelon.

Arrêté n° 1282/MTFP du 2/9/80 — M. Dokoé Ehofia
Yawogan, n° mle 005223-H, adjoint administratif de 2^e
classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonction-
naires de l'administration générale est promu au grade
d'adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon à
compter du 1^{er} juillet 1979 (AC. 1 an 9 mois et 28
jours).

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade à
compter du 3 septembre 1979 (AC. néant).

Arrêté n° 1300/MTFP du 5/9/80. — M. Affognon
Kouakouvi Alakpa, ingénieur des travaux agricoles de
2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de
l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du con-
ditionnement des produits est promu au grade d'ingé-
nieur des travaux agricoles de 1^{re} classe 1^{er} échelon
(indice 1500) à compter du 7 octobre 1979.

Admissions

Arrêté n° 1240/MTFP du 21/8/80. — En attendant
la parution du statut particulier des comptables méca-
nographes, M. Doumassy Kovi Sibli Djogbessey, titu-
laire du brevet d'études du premier cycle du second
degré et du brevet d'études professionnelles — spécia-
lité : BEPCM, est nommé dans la catégorie C en qua-
lité de comptable mécanographe de 2^e classe 2^e échelon
stagiaire (indice 600) pour compter de sa date de prise
de service et mis à la disposition du ministre des finan-
ces et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget
général).

Arrêté n° 1243/MTFP du 22/8/80. — M. Ahlidza
Agbélenko Komi, titulaire du baccalauréat de l'ensei-
gnement du second degré et du diplôme d'ingénieur
agronome de l'institut agricole de Kouban (Union des
Républiques Socialistes Soviétiques) est admis dans le
corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage,
des eaux et forêts et du conditionnement des produits
en qualité d'ingénieur agronome de 2^e classe 2^e éche-
lon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la
disposition du ministre de l'aménagement rural (cha-
pitre 34, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la
date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1244/MTFP du 22/8/80. — Mlle Kutuadu
Yawa Akpéné et M. d'Almeida Akouété Woègnon, titu-
laires du brevet d'études du premier cycle du second
degré (BEPC), sont admis dans le corps des fonction-
naires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-ad-
joints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie
C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de
l'enseignement des premier et deuxième degrés, en
remplacement de MM. Komou Samié Sirarewa et
Pitchatou Pokoyé licenciés (chapitre 24, article 25, para-
graphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la
date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1245/MTFP du 25/8/80. — M. Arouna Idrissou n° mle 035198-Y passe aux échelles supérieures de sa catégorie dans les conditions suivantes :

- 30.12.75 — agent des douanes permanent 2^e catégorie échelle A
 1. 7.77 — agent des douanes permanent 2^e catégorie échelle B-A.C. 1 jour
 1. 1.79 — agent des douanes permanent 2^e catégorie échelle C-A.C. 1 jour.

MM. Arouna Idrissou n° mle 035198-Y, agent des douanes permanent 2^e catégorie échelle C et Tchango Tchartcharo Nalum n° mle 032838-G agent permanent 2^e catégorie échelle B, admis au concours professionnel d'accès aux cadres des contrôleurs, agents de constatation et préposés des douanes ouvert par arrêté n° 709/MTFP du 19 juillet 1978 sont nommés dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité de préposés 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et restent mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Les intéressés dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter du 31 décembre 1979.

Arrêté n° 1246/MTFP du 25/8/80. — En attendant le statut particulier des techniciens supérieurs de la santé, Mlle Mississo Essivi Lolonu, titulaire du diplôme universitaire de technologie (spécialité biologie appliquée) de l'institut universitaire de technologie de santé et des sciences biologiques de l'université du Bénin est nommée dans la catégorie A2 en qualité de technicienne supérieure de laboratoire de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de sa date de prise de service et mise à la disposition du ministre du développement rural (institut français de café et cacao IFCC).

Arrêté n° 1248/MTFP du 25/8/80. — La situation administrative de M. Toffa Ahli Anani (n° mle 011357-X), est régularisée comme suit :

- 17.12.1976 : professeur de C.E.G. de 2^e classe 1^{er} échelon
 17.12.1978 : professeur de C.E.G. de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1600).

M. Toffa Ahli Anani (n° mle 011357 X), professeur des collèges d'enseignement général de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence d'enseignement section : anglais, session de juin 1979 de l'école des lettres de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 3^e échelon (catégorie A1 — indice 1600) à compter du 1^{er} juillet 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 17 décembre 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1259/MTFP du 27/8/80. — M. Adjowou Koffi Mawuli Edem (n° mle 032893 P), employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré session de juin 1970 et qui réunit cinq années d'ancienneté dans l'administration le 31 juillet 1979, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} août 1979 et reste mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 6 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 octobre 1979.

Arrêté n° 1260/MTFP du 27/8/80. — Est rapporté l'arrêté n° 526/MFP du 2 décembre 1969 portant nomination.

M. Kolagbé Yao, titulaire du diplôme de l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et du diplôme de fin d'études de l'enseignement des principes de la construction moderne à Paris (France), est admis dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 1^{er} novembre 1969 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 6 du budget général, exercice 1969 et budget autonome de l'ASECNA à compter du 1^{er} janvier 1972).

La situation administrative de M. Kolagbé Yao est reprise comme suit :

- 1.11.1969 — ingénieur des travaux publics de 3^e classe 2^e échelon stagiaire
 1.11.1970 — ingénieur des travaux publics de 3^e classe 2^e échelon titularisé
 1.11.1971 — ingénieur des travaux publics de 3^e classe 3^e échelon
 1.11.1973 — ingénieur des travaux publics de 3^e classe 4^e échelon
 1.11.1975 — ingénieur des travaux publics de 2^e classe 1^{er} échelon
 1.11.1977 — ingénieur des travaux publics de 2^e classe 2^e échelon
 1.11.1979 — ingénieur des travaux publics de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1 — indice 2200).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 15 janvier 1980.

Arrêté n° 1266/MTFP du 28-8-80 — Les agents de l'Etat ci-après désignés titulaires de « teacher's certificate A post Secondary » sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs adjoints de 3^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600) à compter de leurs dates de prise de service et leurs situations administratives reprises comme suit :

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Folitse Komi	20-9-1975	20-9-1975 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 20-9-1977 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 20-9-1979 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Gameli N'Kansah	23-9-1975	23-9-1975 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 23-9-1977 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 23-9-1979 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Agode Selom Afi	24-11-1975	24-11-1975 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 24-11-1977 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 24-11-1979 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Kpogli Kwami Séna	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Evoda Kwasi	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Agodza Amenyo Agbéko	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Yekple Kokou Mawuli	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Degboe Kwami Mensah Elesesi	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Simpini Yawo Lawoè	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Gbogbo Kofi	13-9-1976	13-9-1976 — I.A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1978 — I.A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-9-1980 — I.A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Pomevor Kokouvi Adzigbli	22-10-1976	22-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 22-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 22-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Anani Ewodzu Kossi	26-9-1977	26-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 26-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Agbetikor Yao Afenu-Doh	12-12-1977	12-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 12-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Kodjo Amenu Edjo	5-12-1977	5-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Kudonou Adzo Tsoènè , née Doamekpor	18-9-1978	18-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 18-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Folli Amegnignon Gbédégbégnon	30-9-1977	30-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 30-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Alaki Kpandja Eyaoumodom	10-10-1977	10-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 10-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Ayeva Ouro-Djobo Esoassina	2-12-1977	2-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 2-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)
Latey Koffi	28-9-1978	28-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 28-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (catégorie C — indice 650)

Les agents de l'Etat ci-après désignés, titulaires du « teacher's certificate A », sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter de leurs dates de prise de service et leurs situations administratives reprises comme suit :

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Evu Kwami	17-12-1973	17-12-1973 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 17-12-1975 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 17-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 17-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)
Nakpan Kpante Mamah	9-10-1974	9-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 9-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 9-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 9-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)
Kudolo Amétonawo	15-9-1975	15-9-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 15-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 15-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Bikala Bawaï	1-9-1975	1-9-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 1-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 1-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Wapoul Zoumar	5-1-1976	5-1-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-1-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-1-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Yawo-Kumah Yawo	23-10-1975	23-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 23-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 23-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Bakufo Koffi Yanu Gidi	8-10-1975	8-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 8-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 8-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Talboussouma Rassa	14-10-1975	14-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 14-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 14-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
da Silveira Adjé Yao	5-10-1975	5-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Edorh Yao Gbessinou	5-10-1975	5-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Tama Djabali	15-10-1975	15-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 15-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 15-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Koriko Baba	16-11-1976	16-11-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 16-11-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 650)
Nouve Afua, née Gomado	6-10-1975	6-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 6-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 6-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Agbossou Ahloko	1-12-1975	1-12-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 1-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 1-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Enakou Koku Apoma	20-10-1975	20-10-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 20-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 20-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Yawanke Sayi	22-9-1975	22-9-1975 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 22-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 22-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Kouete Amoni	5-1-1976	5-1-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-1-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-1-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Gbande Faré	23-1-1976	23-1-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 23-1-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 23-1-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Davi Komla	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Barsonu Koku Mawuli	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Tsekpo Kossivi Méwumodzi	6-10-1976	6-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 6-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 6-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Segbedji-Bruce Kodjo	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Atsu Komlah	3-10-1977	3-10-1977 — I. A. 3è classe 1er échelon 3-10-1979 — I. A. 3è classe 2è échelon (indice 600)
Afeter Koffi Wodokpoé	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Gassou Amuzu	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ametana Gaba Olobi	19-10-1976	19-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 19-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 19-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Deh Koffi Agbenyo	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Coo Adjoa	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Aziawor Kossi Agbéko	19-10-1976	19-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 19-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 19-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ekpe Kwasi-Kra	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Attopley Alugba	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Akpemado Koffi Wowonyo	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Badji Ata-Kuma Wodziako	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Togbi-Wonyo Kokou	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Dorwu Kossi Atsu	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Kpeglo Komlan Agbélégor	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Agbodza Yao	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Agbeli Kodzo Agbo		13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Adomayakpor Tété Koffi	7-2-1977	7-2-1977 — I. A. 3è classe 1er échelon 7-2-1979 — I. A. 3è classe 2è échelon (indice 600)
Godonou Afi Kafui	1-4-1977	1-4-1977 — I. A. 3è classe 1er échelon 1-4-1979 — I. A. 3è classe 2è échelon (indice 600)
Wampa Kwami	19-10-1976	19-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 19-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 19-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Agbanyo Koffi Dogly	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Sowavi Kossi Haye	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Bese Atsutsè Kossi	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Eto Kwasi Agbenyega	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ahiagba Edoh	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ahli Komi Amenyo	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Fandoumi Amouzou Ayewouadan	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Kpakote Adziman	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Amewunu Kokou	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Adoku Okinequaye	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ekoué Gbitto Têko	19-10-1976	19-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 19-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 19-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Ayaté Wlénato Koffi Nyagblogbéli	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Djamdjagrango K. Yacoubou Abdoulaye	28-10-1976	28-10-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 28-10-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 28-10-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Luyah Dovi Yawor	3-11-1976	3-11-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 3-11-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 3-11-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)
Wallar Yao Baka	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3è classe 1er échelon 13-9-1978 — I. A. 3è classe 2è échelon 13-9-1980 — I. A. 3è classe 3è échelon (indice 650)

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Aledi Tchasiou	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 13-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon
Aziave Agbetonyo	4-1-1977	4-1-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 4-1-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Adoté Adouayi Amoussou	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 13-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Medjagoh Kayi Abia, née Lawson	13-9-1976	13-9-1976 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 13-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)
Amegadze Kodjo Amétépé	11-1-1977	11-1-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 11-1-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Hetty Koku	8-11-1977	8-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 8-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Kumako Kodzo Mawuenyiga	18-11-1977	18-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 18-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Nutakor Kwabla Mawuli	7-11-1977	7-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 7-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Aholou Kossi Adodo	3-1-1978	3-1-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 3-1-1980 — A. I. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Ayité Dédé Biova	15-11-1977	15-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 15-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Venyo Yawokuma	27-9-1977	27-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 27-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Agoh Mensah Abra Ilétan	11-11-1977	11-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 11-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Essikpè Koffi	7-12-1977	7-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 7-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Wogomebu Komi Towogbé	11-9-1978	11-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 11-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Akakpo Koffi	16-10-1978	16-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 16-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Seshie Kossi Mensah	7-2-1978	7-2-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 7-2-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Meecko Napo	20-11-1978	20-11-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 20-11-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Aziadeke Koffi Edifiam	29-9-1978	29-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 29-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Homenoo Kwame	2-10-1978	2-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 2-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Srontpah Koku Mensah	11-10-1978	11-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 11-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Agadji Kouassi	18-10-1978	18-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 18-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Kowu-Deho Mawunyeğà	6-11-1978	6-11-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 6-11-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Butame Mélébou Essomobozou	23-10-1978	23-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 23-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Modzinu Koku Novinyo	11-10-1978	11-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 11-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Kudzaho Améyo	18-11-1978	18-11-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 18-11-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Kludea Kwami Sédzro	30-10-1978	30-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 30-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Wegah Wolassi Koffi	3-1-1978	3-1-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 3-1-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Mortey Koku	12-9-1977	12-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 12-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Aboni Kokouvi Evenononyo	26-9-1977	26-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 26-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Dusi K. Lawson	5-10-1977	5-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Agboka Kodzo	15-11-1977	15-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 15-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Adjasse Koffi	3-10-1977	3-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 3-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Gnassounou Adzoa	12-9-1977	12-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 12-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Dokla Délli	10-10-1977	10-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 10-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Mensah Daté Têvi	14-9-1977	14-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 14-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Tsolenyanu Mawutor, née Adjavor	12-9-1977	12-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 12-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Blabuh Anumu	26-9-1977	26-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 26-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Dansou Abotsi Koffi	12-9-1977	12-9-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 12-9-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Dogboevi Yawo Dumenu	3-10-1977	3-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 3-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Tugbenyo Komlavi Essinu	17-10-1977	17-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 17-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)
Togbi-Wonyo Mina, née Deika	14-11-1977	14-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 14-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Adobo _e Wolako Yao	5-12-1977	4-12-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-12-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Kpeti Messan Amegnona	30-11-1977	30-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 30-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Anador Adjowa Ametowoyona	10-11-1977	10-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 10-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Dovi Koffi Bakpa	22-9-1978	22-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 22-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Bedzo Apla Ablavi Adzrowou	14-11-1977	14-11-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 14-11-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)
Koumondji Tsotso Akuavi	16-10-1977	16-10-1977 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 16-10-1979 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon (catégorie C — indice 600)

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situation administrative
Badassou Koffi Mawuena	22-11-1977	22-11-1977 — I. A. 3e classe 1er échelon 22-11-1979 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Barsonu Adzowa	15-10-1977	15-10-1977 — I. A. 3e classe 1er échelon 15-10-1979 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Azameti Kossi Agbéko	19-11-1977	19-11-1977 — I. A. 3e classe 1er échelon 19-11-1979 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Agbavon Komlavi Gaëwonou	30-11-1977	30-11-1977 — I. A. 3e classe 1er échelon 30-11-1979 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Dzevordzi Yao Akakpo	22-11-1977	22-11-1977 — I. A. 3e classe 1er échelon 22-11-1979 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Apawoo Kokou	2-10-1978	2-10-1978 — I. A. 3e classe 1er échelon 2-10-1980 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Agbetossou Koffi Agossah	2-10-1978	2-10-1978 — I. A. 3e classe 1er échelon 2-10-1980 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Dovi Koffi Agbenyegah	14-1-1978	14-1-1978 — I. A. 3e classe 1er échelon 14-1-1980 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Ahiamadjie Komlanvi Eyra	9-10-1978	9-10-1978 — I. A. 3e classe 1er échelon 9-10-1980 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Kumar Nukafo	13-10-1978	13-10-1978 — I. A. 3e classe 1er échelon 13-10-1980 — I. A. 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600)
Kpegba Abia Mawussé, née Kpelly	15-9-1975	15-9-1975 — I. A. 3e classe 1er échelon 15-9-1977 — I. A. 3e classe 2e échelon 15-9-1979 — I. A. 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650).

Sont abrogés, en ce qui concerne les intéressés qui restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général), les actes antérieurs portant nominations, accordant bonification d'ancienneté et portant avancements.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 1268-MTFP du 28-8-80 — Les agents de l'Etat ci-après désignés, titulaires du « teacher's certificate A, post secondary », sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600) à compter de leurs dates de prise de service et leurs situations administratives reprises comme suit :

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situations administratives
Agode Yawo	23-10-1974	23-10-1974 — I. A. 3e classe 2e échelon 23-10-1976 — I. A. 3e classe 3e échelon 23-10-1978 — I. A. 3e classe 4e échelon 23-10-1980 — I. A. 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 750)
Seba Kossi	14-10-1974	14-10-1974 — I. A. 3e classe 2e échelon 14-10-1976 — I. A. 3e classe 3e échelon 14-10-1978 — I. A. 3e classe 4e échelon 14-10-1980 — I. A. 2e classe 1er échelon
Komou Wezoukila	3-10-1977	3-10-1977 — I. A. 3e classe 2e échelon 3-10-1979 — I. A. 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650)

Les agents de l'Etat ci-après désignés, titulaires du « teacher's certificate A », sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter de leurs dates de prise de service et leurs situations administratives reprises comme suit :

Nom et prénoms	Date de prise de service	Reprise de situations administratives
Kalepe Adzovi, née Kumapley	27-9-1974	27-9-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 27-9-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 27-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 27-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Sani Wolatroagbo	18-9-1974	18-9-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 18-9-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 18-9-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 18-9-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Katakiti Kokou	5-10-1974	5-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 5-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 5-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Agbogon Kodjo	3-10-1974	3-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 3-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 5-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 3-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Afiademanyo Yawo	16-10-1974	16-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 16-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 16-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 16-10-1980 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon (catégorie C — indice 700)
Amegashie Kodjo	30-10-1972	30-10-1972 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 30-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 30-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 30-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon 30-10-1980 — I. A. 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (catégorie C — indice 750)
Vovor Kokou	13-10-1972	13-10-1972 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 13-10-1974 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 13-10-1976 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 13-10-1978 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon 13-10-1980 — I. A. 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (catégorie C — indice 750)
Amega Biova Tawia, née Eloh	15-2-1971	15-2-1971 — I. A. 3 ^e classe 1 ^{er} échelon 15-2-1973 — I. A. 3 ^e classe 2 ^e échelon 15-2-1975 — I. A. 3 ^e classe 3 ^e échelon 15-2-1977 — I. A. 3 ^e classe 4 ^e échelon 15-2-1979 — I. A. 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (catégorie C — indice 750)

Sont abrogés, en ce qui concerne les intéressés qui restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) les actes antérieurs portant nominations, accordant bonification d'ancienneté et portant avancement.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} août 1980.

Arrêté n° 1269/MTFP du 28-8-80 — Les agents de l'Etat ci-après désignés, titulaires du « teacher's certificate A » et du « specialist teacher's certificate », sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter de leurs dates de prise de service et leurs situations administratives reprises comme suit :

Nom et prénoms	*de service Date de prise	Reprise de situation administrative
Adotevi Adoko	5-10-1978	5-10-1978 — institutrice de 2e cl. 2e échelon 5-10-1980 — institutrice de 2e cl. 3e échelon (indice 950)
Tse Yao Ganyo.....	22-11-1977	22-11-1977 — instituteur de 2e cl. 2e échelon 22-11-1979 — instituteur de 2e cl. 3e échelon (indice 950)
Noukafou Blewoussi	29-9-1977	29-9-1977 — instituteur de 2e cl. 2e échelon 29-9-1979 — instituteur de 2e cl. 3e échelon (indice 950)
Baniba-Atoko Kwami Attisso	15-11-1977	15-11-1977 — instituteur de 2e cl. 2e échelon 15-11-1979 — instituteur de 2e cl. 3e échelon (indice 950)

Sont abrogés en ce qui concerne les intéressés qui restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24 article 21 du budget général) les actes antérieurs portant nominations, accordant bonification d'ancienneté et portant avancement.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 1276/MTFP du 28/8/80. — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplômes de maîtrise en droit (option : droit des affaires) sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (budget du cabinet du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat).

Santos Akuété
Vignon Homilo.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1277/MTFP du 28/8/80. — M. Kekaloun Simtété, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et deuxième degrés, en remplacement de M. Bao Pounda démissionnaire (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1278/MTFP du 28-8-80 — M. Djokpata Kokou Fogan, admis au concours externe de recrutement des instituteurs adjoints stagiaires (session du 3 septembre 1979) est nommé dans le cadre des fonctionnaires

de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1279/MTFP du 1-9-80. — En attendant la parution du statut particulier des animateurs culturels, M. Koffi Kanabo Kodzo Krana, titulaire du diplôme de docteur en sciences artistiques de l'Institut d'Etat A.V. Lunacharsky pour les arts du théâtre de Moscou (URSS), est nommé dans la catégorie A2 en qualité d'animateur culturel de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1288/MTFP du 2-9-80 — Mlle Kekou Aba Sika, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du titre professionnel d'infirmière de l'école des infirmières de la fondation Tannenhof de Remscheid (RFA), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1289/MTFP du 2-9-80 — M. Dogboe Kodzo Dodzi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) en

remplacement de M. Bawilidja Kpatadoa, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire démissionnaire, et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du 1er et du 2e degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1290/MTFP du 2-9-80 — M. Ametozion Komla Atitsogbi, titulaire du brevet d'apprentissage agricole (option générale) et qui a effectué le stage de maîtrise d'élevage du centre de promotion sociale en élevage de Villefranche (France) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'élevage de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1291/MTFP du 2-9-80 — M. Tettey Kofi Mawuena, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du 1er et du 2e degrés en remplacement de M. Adza Komla Agbenyo, licencié (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1292/MTFP du 2-9-80 — MM. Katako Sankendo Essotnam et Koura Bodji Afo Maoutarou, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs adjoints stagiaires de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de MM. Nandja Taïrou et Laele Sewa Coffi licenciés.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1293/MTFP du 2-9-80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens de commerce, M. Azonsou Attiogbé Ayikoé Komlan, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré-série G2 (techniques quantitatives de gestion) est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien de commerce de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du

ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 2 du budget général en remplacement de Mlle Coovi Ayélé décédée.

Arrêté n° 1299/MTFP du 3-9-80 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 5 du budget général — exercice 1980).

Ingénieur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300)

— M. Atikpo Yao Tété Mawussey (baccalauréat de l'enseignement du second degré, licence de sciences naturelles) (SN III) diplôme d'études spéciales en géosciences (option : hydrogéologie) de l'université d'Orléans et stages successivement accomplis au service commun pour la formation permanente de l'université de Paris-Sud XI et au bureau de recherches géologiques et minières de Lomé

Ingénieur de 3e classe 1er échelon satagiaire (catégorie A2-indice 1100)

— M. Assoma Derman et N'DIM Bissé Baradou (baccalauréat de l'enseignement du second degré diplôme universitaire des études scientifiques (DUES II), diplôme d'études spéciales en géo-sciences (option hydrogéologie) de l'université d'Orléans et stages successivement accomplis au service commun pour la formation permanente de l'université de Paris-Sud XI et au bureau de recherches géologiques et minières de Lomé.

— M. Sogbe Kokou (baccalauréat de l'enseignement du second degré — diplôme universitaire des études scientifiques (DUES II), diplôme d'études supérieures en sciences naturelles de l'université de Bordeaux I et stages successivement accomplis au service commun pour la formation permanente de l'université de Paris-Sud XI et au bureau de recherches géologiques et minières de Lomé.

Ingénieur de 3e classe 1er échelon (catégorie A2-indice 1100)

M. Noameshie Komi Benyon (diplôme d'ingénieur technologue option: électronique télécommunication) de l'école supérieure de mécanique industrielle de l'université du Bénin.

Une bonification d'ancienneté d'un an trois mois huit jours (1 a 3 m 8 j) est accordée à M. Noameshie pour ses services antérieurs accomplis du 1er février 1977 au 28 décembre 1978 inclus à la société togolaise des hydrocarbures de Lomé (S.T.H.).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1303/MTFP du 5-9-80 — M. Giffa Kodjo Togbé, moniteur permanent de 2e catégorie échelle A, admis aux concours de monitorat (session des 25 et 26 août 1977), est nommé dans le cadre des fonctionnaires

de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

M. Giffa est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1980.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs accomplis en qualité de moniteur permanent du 28 février 1967 au 31 décembre 1977 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Giffa est reprise comme suit :

1-1-80 moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 6 ans (bonification)

1-1-80 moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 4 ans bonification)

1-1-80 moniteur de 3^e classe 4^e échelon + 2 ans (bonification)

1-1-80 moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1311/MTFP du 9-9-80 — Est rapportée la décision n° 1229/MTFP du 17 juin 1980 portant avancement d'échelle.

En attendant la parution du statut particulier du personnel de la télévision, M. Nyavoh Komlan Anoumou, n° mle 034080-A, rédacteur permanent 5^e catégorie échelle C, titulaire du diplôme de chargé de production télévisée option : opérateur de prise de vues, de l'institut national de l'audiovisuel de Bry-sur-Marne (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle, est rayé de son cadre d'origine et nommé dans la catégorie B en qualité de chargé de production télévisée de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) à compter du 23 décembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 9 du budget général).

Arrêté n° 1312/MTFP du 10-9-80 — M. Tsewu Koukou Ayaopissi, titulaire du diplôme d'études approfondies de l'école des hautes études en sciences sociales de Paris et du diplôme de docteur en troisième cycle en sciences du développement, est admis dans le cadre inter-

ministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1313/MTFP du 10-9-80 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 5 du budget général exercice 1980).

Adjoint-technique 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850)

Possian Koffi (baccalauréat de l'enseignement du second degré et stages successivement accomplis au service géologique et minier de Pessac et à l'agence d'études de géologie appliquée à l'étranger de Lomé).

Adjoint-technique 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750)

Apedoh Kodzovi Bumékpo (certificat de probation et certificat de l'école nationale des techniciens de l'équipement (E.N.T.E.) d'Aix-en-Provence).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Intégrations

Arrêté n° 1249/MTFP du 27-8-80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la santé, M. Klousse Kodjovi Sedzro n° mle 007697-T, agent technique de 2^e classe 3^e échelon (indice 950) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire d'une attestation du diplôme de fin d'études du centre d'enseignement supérieur et soins infirmiers (C.E.S.S.I.OMS) de Dakar est rayé de son corps d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de la santé publique de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 1100) à compter du 1^{er} juillet 1979 date de son retour de stage et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22 article 5 du budget général).

Arrêté n° 1250/MTFP du 27-8-80 — M. Tsogbale Mawouna, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon (cat. C) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est promu au grade d'adjoint administratif de 1re classe 1er échelon à compter du 1er octobre 1978.

La situation administrative de Mme Lawson Djifa, née Siggini est révisée comme suit :

1-10-77 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon

1-10-79 — adjoint administratif de 1re classe 3e échelon

En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion sociale, les adjoints administratifs ci-après désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, admis à l'examen de sortie de l'école nationale de formation sociale (session du 4 décembre 1979), sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans les conditions suivantes dans la catégorie B en qualité d'agents de promotion sociale à compter du 1er janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

SECTION AGENTS D'ANIMATION SOCIALE

Nom et prénoms	Ancienne situation administrative			Nouvelle situation administrative		
	ancien corps et échelon	grade et indice	date d'effet du dernier avancement	Nouveau grade et échelon	indice	date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement
Tsogbale Mawouna	adjoint administratif de 1re classe 1er échelon	750	1-10-78	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-10-78
Lawson Djifa, née Siggini	adjoint administratif de 1re classe 3e échelon	850	1-10-79	agent de promotion soc. de 2e classe 2e échelon	850	1-10-79
Adjafo-Tretu Koffi Messah	adjoint administratif de 1re classe 2e échelon	800	1-10-79	agent de promotion soc. de 2e classe 2e échelon	850	1-1-80
Malou Assih Foyaa	adjoint administratif de 2e classe 4e échelon	700	1-10-79	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-1-80
Esso-Djobo Komi	adjoint administratif de 2e classe 4e échelon	700	1-10-79	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-1-80

SECTION AGENTS DE PROTECTION SOCIALE

Mablé Mana, née Nyaku	adjoint administratif de 1re classe 1er échelon	750	1-9-78	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-9-78
Atsou Dangana Mewouna, née Bawa	adjoint administratif de 2e classe 4e échelon	700	1-10-78	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-1-80
Tchangbadaou Daou	adjoint administratif de 2e classe 4e échelon	700	1-10-78	agent de promotion soc. 2e classe 1er échelon	750	1-1-80

Arrêté n° 1251/MTFP du 27-8-80 — La situation administrative des adjoints administratifs (cat C) ci-dessous désignés, du cadre interministériel du personnel de l'administration générale est régularisée comme suit :

SANKAREDJA Tadampo

11-6-77 — adjoint administratif de 1re classe 1er échelon

11-6-79 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon

ATOUKOU Issaka Ayawovi

1-10-78 — adjoint administratif de 1re classe 1er échelon.

En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion sociale, les adjoints administratifs ci-après désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, admis à l'examen de sortie de l'école nationale de formation sociale (session du 6 novembre 1979) sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans les conditions suivantes dans la catégorie B en qualité d'agents de promotion sociale à compter du 1er janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

SECTION AGENTS D'ANIMATION SOCIALE

Nom et prénoms	Ancienne situation administrative			Nouvelle situation administrative		
	Ancien corps, grade et échelon	Inc:de	Date d'effet du dernier avancement	Ancien corps, grade et échelon	Inc:de	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement
Sankarédja Tadampo, née Dambiel	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	11-6-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Afandalor Alaglo	adjt-admt. de 1re classe 3è échelon	850	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-10-79
Kamina Ayi	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Lanwadan Koffi	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-9-78	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Gblokpor Kwaku	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-9-78	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Atoukou Issaka Ayawovi	adjt-admt. de 1re classe 1er échelon	750	1-10-78	agent de prom. sociale de 2è classe 1er échelon	750	1-10-78
Arouna Saibou	adjt-admt. de 1re classe 4è échelon	700	1-10-78	agent de prom. sociale de 2è classe 1er échelon	750	1-1-80
Awade M'ma, née Baloki	adjt-admt. de 1re classe 4è échelon	700	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 1er échelon	750	1-1-80

SECTION AGENTS DE PROTECTION SOCIALE

Konu Abra, née Honouto	adjt-admt. de 1re classe 3è échelon	850	1-11-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-11-79
Bodjona Kizibodom, née Kogoe	adjt-admt. de 1re classe 3è échelon	850	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-10-79
Amekoudi Adjowa, née Ohiani ..	adjt-admt. de 1re classe 3è échelon	850	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-10-79
Wilson Bahun Têtévi	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-10-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Sodatonou Dopé	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-1-79	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Mensavi Koffi	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-9-78	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80
Souleymane Ramatou, née Afolabi	adjt-admt. de 1re classe 2è échelon	800	1-9-78	agent de prom. sociale de 2è classe 2è échelon	850	1-1-80

Arrêté n° 1275/MTFP du 28-8-80 — M. Ofori Koffi Obualuesè, n° mle 016921-K moniteur de 3e classe 4e échelon (indice 390) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P. concours-session de juillet 1978) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) pour compter du 1er janvier 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1285/MTFP du 2-9-80 — M. Agbossoumonde Kossi Adokou (n° mle 001229 X), instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D), session de juillet 1979 est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B—indice 750) à compter du 1er août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième et du quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 9 du budget général).

Arrêté n° 1286/MTFP du 2-9-80 — MM. Kudzi Kossi (n° mle 008574-G) contrôleur du trésor de 2e classe 4e échelon (catégorie B—indice 1050) et Zinsou Ayewoassi (n° mle 014342 Y), contrôleur du trésor de 2e classe 3e échelon (catégorie B—indice 950) du cadre des fonctionnaires du trésor titulaires du diplôme de l'école nationale des services du trésor de Noisiel (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteurs du trésor de 2e classe 1er échelon (catégorie A2—indice 1100) à compter du 30 mars 1980 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général).

L'ancienneté de M. Kudzi Kossi dans le nouvel échelon est acquise à compter du 2 mai 1978, date du dernier avancement d'échelon dans le corps de provenance.

M. Kudzi Kossi est élevé au 2e échelon du grade d'inspecteur du trésor de 2e classe (indice 1200) à compter du 2 mai 1980.

Arrêté n° 1287/MTFP du 2/9/80 — M. Yanda Kodjovi Broda (n° mle 107950 Q), instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) session d'octobre 1979 est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er novembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du second degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Arrêté n° 1295/MTFP du 2-9-80 — La situation administrative de M. Adanlété Evenunye Assion (n° mle 000348 E), est régularisée comme suit :

29-11-1977 — attaché d'administration de 2e classe 1er échelon

29-11-1979 — attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1.200).

M. Adanlété Evenunye Assion (n° mle 000348 E), attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale des services du trésor de Noisiel (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle, est rayé de son cadre d'origine et intégré dans celui des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur central du trésor de 3e classe 1er échelon (catégorie A 1 — indice 1.300) à compter du 25 avril 1980 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général).

Arrêté n° 1296/MTFP du 2-9-80 — La situation administrative de M. Karim Barboza (n° mle 015520 J), est régularisée comme suit :

15-9-1977 — professeur des CEG de 3e classe 2e échelon

15-9-1979 — professeur des CEG de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1.300).

M. Karim Barboza (n° mle 015520 J), professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1.300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence d'enseignement section : allemand, session d'octobre 1979 de l'école des lettres de l'Université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon (catégorie A 1 — indice 1.300) à compter du 1er novembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 15 septembre 1979, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

Titularisations

Arrêté n° 1256/MTFP du 27-8-80 — Mlle Agbekponou Afiavi Kafoui, agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisée dans son emploi pour compter du 1er août 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée au 2e échelon de son grade pour compter du 1er août 1979 (A.C. épuisée).

Arrêté n° 1257/MTFP du 27-8-80 — Les fonctionnaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent et qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er août 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

1-8-78 — Bouliwa Kossi, agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire

1-8-78 — Ayassou Kossi, agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade pour compter du 1er août 1979 (AC. épuisée).

Arrêté n° 1258/MTFP du 27-8-80 — M. Pide Bogon-nélé, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-ENI session de 1977) est titularisé dans son emploi pour compter du 1er janvier 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 1er janvier 1979 (AC épuisée).

Arrêté n° 1261/MTFP du 27-8-80 — Les ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

25-8-79 — Arokoum Akla-Esso M'Baw n° mle 104398-Q
19-8-78 — Mensah Ayoh Tétégan n° mle 100091-V.

Arrêté n° 1273/MTFP du 28-8-80 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

CADRE DES INGENIEURS D'AGRICULTURE (Catégorie A 1)

24-4-79 — Adorshie Yawovi
14-4-79 — Lawson Latévi Tési
1-8-78 — Amekudji Etsri Kodjo

Ingénieurs d'agriculture de 2e classe 2e échelon

CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS D'AGRICULTURE (Catégorie B)

19-8-78 — Anato Kwassi Nanovio
19-8-78 — Kavégé Dzitri Kokou Anani
16-8-77 — Amewouho Akouyo Ométima
19-8-78 — Lamboni Douti

Ingénieurs d'agriculture de 3e classe 1er échelon

CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS DES EAUX ET FORETS (Catégorie B)

21-8-79 — Gnofam Nandja
21-8-79 — Agbemedi Kossi Lébéné

Ingénieurs-adjoints des eaux et forêts de 3e cl. 1er éch.

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES D'AGRICULTURE (Catégorie C)

4-8-76 — Batoulim Tchaa Kondoh Essofa
4-8-76 — Agba Délalom Lébéné
16-8-77 — Tchanti N'panti Titchata
16-8-77 — Dohokou Nudonu épé Kokouvi
4-8-76 — Adossi Kossi Elikplim
2-9-75 — Adjivon Kossivi Ketomanya
21-8-79 — Kolani Mongbéné
16-8-77 — Agbemehe Missiagbeto Kossi

Adjoints techniques d'agriculture de 2e cl. 1er éch.

CADRE DES PREPOSES DES EAUX ET FORETS (Catégorie D)

23-1-76 — Bonfoh Oukpane Soumaïla, préposé des eaux et forêts de 2e classe 1er échelon

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes : AC épuisée)

CADRE DES INGENIEURS D'AGRICULTURE (Catégorie A 1)

1-8-77 — Amekudji Kodjo, ingénieur d'agriculture de 2e classe 3e échelon
1-8-79 — Amekudji Kodjo, ingénieur d'agr. de 2e classe 4e échelon

Au 3e échelon du grade d'ingénieur de 2e classe

24-4-80 — Adorshie Yawovi
24-4-80 — Lawson Latévi Tési
ingénieurs adjts d'agr. de 2e cl. 2e échelon.

Cadre des ingénieurs adjoints d'agriculture (cat. B)

16-8-78 — Amewouho Akouyo Ométima,
ingénieur adjt d'agr. de 3e cl. 2e éch.
16-8-80 — Amewouho Akouyo Ométima,
ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3e cl. 1er éch.

Au 2e échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3e classe

19-8-79 — Anato Kwassi Nanovio
19-8-79 — Kavege Dzitri Kokou Anani
19-8-79 — Lamboni Douti
ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3e cl. 1er éch.

Cadre des ingénieurs adjoints des eaux et forêts (cat. B)

Au 2e échelon du grade d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts de 3e classe

21-8-80 — Gnofam Nandja, n° mle 104196-E ing.-adjt des EF de 3e classe 1er échelon
21-8-80 — Agbemedi Kossi Lébéné, n° 104192-S ing. adjt des E. F. de 3e classe 1er échelon

Cadre des adjoints techniques d'agriculture (Cat. C)

Adjivon Kossivi, n° mle 013759-R
2-9-76 — adjt.-techn. de 2e classe 2e échelon
2-9-78 — adjt.-techn. de 2e classe 3e échelon
2-9-80 — adjt.-techn. de 2e classe 4e échelon.
Batoulin Tchaa Kondoh Essofa
Agba Délalom Lébéné
Adossi Kossi Elikplim

- 4-8-77 — Adjoint techniques d'agriculture de 2e classe 2e échelon
 4-8-79 — Adjoint techniques d'agriculture de 2e classe 3e échelon
 Tchanti N'Panti Titchata
 Dohokou Nudonutépé Kokouvi
 Agbemehe Missiagbeto Kossi
 16-8-78 — adjoints techniques d'agriculture de 2e classe 2e échelon
 16-8-80 — adjoints techniques d'agriculture de 2e classe 3e échelon

Au 2e échelon du grade d'adjoints techniques d'agriculture de 2e classe

- 21-8-80 — Kolani Mongbèni adjt. tech. d'agr. de 2e classe 1er échelon

Cadre des préposés des eaux et forêts (Cat. D)

- Bonfoh Oukpane Soumaïla
 23-1-77 — Préposé des eaux et forêts de 2e cl. 2e éch.
 23-1-79 — Préposé des eaux et forêts de 2e cl. 3e éch.

Arrêté n° 1294/MTFP du 2-9-80 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des Ingénieurs (Catégorie A1)

- 7-8-79 — Akpovi Mawussimé
 21-8-79 — Boyodi Kokou Balakiyem
 19-9-79 — Douhadji Komlan
 Ingénieurs de 3e classe 2e échelon

Cadre des Adjointes Techniques (Catégorie B)

- 8-8-78 — Amana Kpatcha Aklassoh
 12-7-79 — Amegnignoni Folly-Tey Messan
 12-7-79 — Awahi Tchaou
 adjoints-techniques 1er échelon.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leurs grades dans les conditions suivantes :

Cadre des ingénieurs (Catégorie A1)

au 3e échelon du grade d'ingénieur de 3e classe

- 7-8-80 — Akpovi Mawussimé
 21-8-80 — Boyodi Kokou Balakiyem
 19-9-80 — Douhadji Komlan
 ingénieurs de 3e classe 2e échelon (A.C. néant).

**Cadre des adjoints-techniques (catégorie B)
 au 2e échelon du grade d'adjoint-technique**

- 8-8-79 — Amana Kpatcha Aklassoh
 12-7-80 — Amegnignoni Folly-Tey Messan
 12-7-80 — Awahi Tchaou
 adjoints-techniques 1er échelon (A.C. néant).

Arrêté n° 1297/MTFP du 2-9-80 — M. Komou Maguénani, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 30 octobre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 1301-MTFP du 5-9-80 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des administrateurs-civils (cat. A1)

- 11-10-78 — Sodokin Etou Amouzou, adteur-civil 1er échelon
 5- 1-77 — Komlanvi Yao, adteur-civil de 2e cl. 1er éch.

Cadre des attachés d'administration (cat. A2)

- 7-10-78 — Sodoke Kodjo
 7-11-78 — Koffi Alaba
 7-11-78 — Lassey Adjélé Venunye
 1- 1-79 — Dockey Komlan
 1- 1-79 — Ayitou Kourhome
 19- 8-78 — Kangni Akouavi, née Aho
 attachés d'adt. de 2e classe 1er échelon

Cadre des secrétaires d'administration

- 3-10-78 — Sorsy Kossi Amédomé Sèmenyoh
 16- 8-78 — Goka Kodjo Edem
 23- 8-78 — Tidatoa Winga
 10- 1-78 — Lassey-Assiakoley Adjeleh Netchè
 secrét. d'adt. de 2e classe 1er échelon

Cadre des adjoints-administratifs

- 10- 9-76 — Agboli Yao Biava
 23- 8-78 — Lawson Boèvi Kadakadabagbo
 31-10-78 — Lawson Nadou Dénédy
 27-11-79 — Torko Koffi Vimenyo
 7- 1-77 — Djossou Akossiwavi, née Djoko
 adjts-adtifs de 2e classe 2e échelon.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes (ancienneté épuisée)

Cadre des administrateurs-civils (cat. A1)

- 5- 1-78 — Komlanvi Yao, adteur-civil de 2e classe 2e échelon (indice 1450)
 5- 1-80 — Komlanvi Yao, adteur-civil de 2e classe 3e échelon (indice 1600)

Au 2e échelon du grade d'adteur-civil (indice 1450)

- 11-10-79 — Sodokin Etou Amouzou, adteur-civil 1er échelon

Cadre des attachés d'administration (cat. A2)

Au 2e échelon du grade d'att. d'administ. de 2e classe

- 7-10-79 — Sodoke Kodjo
 7-11-79 — Koffi Alaba
 1- 1-80 — Dockey Komlan
 1- 1-80 — Ayitou Kourhome
 19- 8-79 — Kangni Akouavi, née Aho
 att. d'adt. de 2e classe 1er échelon

Cadre des secrétaires d'administration (cat. B)

Au 2e échelon du grade de secrétaires d'adt. de 2e classe

- 3-10-79 — Sorsy Kossi Amédomé Sèmenyoh
 16- 8-79 — Goka Kodjo Edem
 secrétaires d'adt. de 2e classe 1er échelon

Cadre des adjoints-administratifs (cat. C)

Agboli Yao Biava

- 10- 9-77 — adjt-adtif de 2e classe 3e échelon
 10-9-79 — adjt-adtif de 2e classe 4e échelon
Djossou Akossiwavi, née Djoko
 7- 1-78 — adjt-adtif de 2e classe 3e échelon
 7- 1-80 — adjt-adtif de 2e classe 4e échelon

Au 3^e échelon du grade d'adjt-actif de 2^e classe

23-8-79 — Lawson Boèvi Kadakadabagbo

31-10-79 — Lawson Nadou Dénèdy

27-11-80 — Torko Koffi Viményo
adjts-actifs de 2^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 1310/MTFP du 9-10-80 — M. Hunlede Kangnikoe, n° mle 016037-X, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 15 mars 1977 (A. C. 1 an).

M. Hunlede est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

15-3-78 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon (A. C. néant)

15-3-80 — adjoint administratif de 3^e classe 3^e échelon

Détachement

Arrêté n° 1238/MTFP du 20-8-80 — M. Moukaila Issifou, ingénieur géologue de 3^e classe 2^e échelon, du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, en service au bureau national de recherches minières à Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Office togolais des phosphates (OTP).

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Moukaila, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'OTP.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} avril 1980.

Classement

Décision n° 1818/MTFP du 27-8-80 — Mlle Bonfoh Fatima (n° mle 025124-W), dactylographe permanente 3^e catégorie hors échelle en service à la direction des finances à Lomé, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP option employé de bureau), est classée à la 5^e catégorie échelle A et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 8 du budget général — exercice 1980) à compter du 1^{er} juillet 1980.

Révocations

Arrêté n° 1298/MTFP du 3-9-80 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police, sont révoqués de leurs fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de leur fonction (chapitre 14, article 7 du budget général)

MM. Meba Tchaa, gardien de la paix 1^{er} échelon
Abouga Yao, gardien de la paix 1^{er} échelon.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1307/MTFP du 9-9-80 — MM. Essikpe Koffi (n° mle 102796-N) et Dzevordzi Yao Akakpo (n° mle 102863-Z), instituteurs-adjoints de 3^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, sont révoqués de leurs fonctions à compter du 1^{er} août 1980 pour usage de faux-diplômes (chapitre 24, article 21).

Reprise de service

Décision n° 1711/MTFP du 13-8-80 — Est constatée à compter du 7 juillet 1980, la reprise de service de Mme Bouyo Mariam Bonié, née Alpha, sage-femme d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre hospitalier régional de Dapaong dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 1317/MTFP du 3 juillet 1980 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Retraite

Arrêté n° 1232/MTFP du 18-8-80 — Mme Amougnon Madé, née Rey, agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon n° mle 012768-A, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre de santé de Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1981, en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et l'article 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1262-MTFP du 27-8-80 — M. Quadjovie K. Doumégnon, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique d'Akparé (Atakpamé) est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3^e de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1968.

Conformément aux dispositions de l'article 16-11 (1^{er} alinéa) de la même loi, l'intéressé qui est né le 2 décembre 1939, entrera en jouissance de sa pension le 2 décembre 1994, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} octobre 1980.

Arrêté n° 1263-MTFP du 27-8-80 — M. Dosseh Foli, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications ayant été atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1980.

Arrêté n° 1264-MTFP du 27-8-80 — M. Mensah Yao Casimi, inspecteur en chef de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1980 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 (chapitre 6, article 9 du budget général).

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 2-9-80 à l'arrêté n° 396-MTFP du 7 mars 1980 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'ingénieurs-adjoints des forêts et chasses de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 4 du budget général, exercice 1979).

Edoh Kokou Adjéwoda Gomido

Lanto Pamestom Mellwè

Efako Kossi Wanisubi-Alamè

Aziati Komlan Lonlonyo.

Lire :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'ingénieurs-adjoints des forêts et chasses de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 4 du budget général, exercice 1979).

Edoh Kokou Adjéwoda Gomido

Lanto Pamestom Mellwè

Efako Kossi Wanisubi-Alamè

Aziati Komlan Lonlonyo.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 18-8-80 à l'arrêté n° 836-MTFP du 12 juin 1980.

Au lieu de :

M. Douti Lamboni, n° mle 012929-S, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de mai 1979, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) pour compter du 1^{er} juillet 1979, et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Lire :

M. Douti Lamboni, n° mle 107565-F moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de mai 1979, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) pour compter du 1^{er} juillet 1979 et reste

mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 2-9-80 à l'arrêté n° 1066/MTFP du 23 juillet 1980, portant régularisation de situation administrative et intégration dans la catégorie A2 en qualité de conseillers adjoints d'orientation.

En attendant la parution du statut particulier des conseillers adjoints d'information et d'orientation scolaire et professionnelle, les instituteurs ci-après désignés, du corps des fonctionnaires de l'enseignement titulaires du diplôme de conseiller-adjoint d'information et d'orientation scolaires et professionnelles de l'institut national des sciences de l'éducation de l'université du Bénin, sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans la catégorie A2 en qualité de conseillers-adjoints d'orientation dans les conditions suivantes pour compter du 3 septembre 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Après :

Vivor Koffi Agbégnegan

au lieu de :

Bodjona Mazamaesso

Lire :

Tcha Mazamaesso, née Bodjona

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'INFORMATION**Nomination**

Arrêté n° 2/MINFO du 1-9-80 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 2 et 3/MINFO des 30 avril et 11 septembre 1979 portant nomination de MM Kpodar Assiongbon et Gado Canthon Dackou en qualité d'attachés de cabinet au ministère de l'information.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER ET DU DEUXIEME DEGRES**Nomination**

Arrêté n° 23-MEPDD du 22-8-80 — Les nominations suivantes aux postes de directeurs de collège d'enseignement général (C.E.G.) sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement du deuxième degré.

Nom et prénoms	Grade	Spécialité	Ancien poste	Nouveau poste	Circ. adm.
Passah Yao Dzidzom	PCEG	Fr.-Angl.	CEG Bogou	CEG Bogou	Dapaong
Ali Abalo Paganao	PCEG	Fr.-H G	E.N.S.	CEG Yegue	Sotouboua
Eklou D. Komi	PCEG	Math.-Ph.	CEG Bombouaka	CEG Lotogou	Dapaong
Kourkpai Nadjombé	PCEG	Math.-Ph.	CEG Bassar-Ville	CEG Sanda-Kagbanda	Bassar
Abosse Koffi Djabakou	PCEG	Math.-Ph.	Lycée de Mango	CEG Koumongou	Mango
Akakpo Dalakena	PCEG	Fr.-H G	CEG Niamtougou	CEG Niamtougou-Ville	Niamtougou
Kountouti Lindi	PCEG	Fr.-H G	CEG Bogou	CEG Naki-Est	Dapaong
Molley Tomonou	PCEG	Fr.-Angl.	CEG Mango	CEG Bombouaka	Dapaong
Agbokou Kossivi	PCEG	Math.-Ph.	CEG Kpekpleme	CEG Kpekpleme	Notsè
Dzamesi Vinyo	PCEG	SN Ph	CEG Daoude	CEG Daoude	Bafilo
Kouami Essewata Kodjo	PCEG	Fr.-Angl.	CEG Pesaré	CEG Pessaré	Pagouda
Koutodjo Kodjo Tadjé	PCEG	Fr. HG	CEG Farendé	CEG Farendé	Pagouda
Assidenou Ankou Ezobah	PCEG	Math.-Ph.	CEG Lassa-Soundina	CEG Amou-Oblo	Amlamé
Sitti Ayayi	PCEG	Math.-Ph.	Lycée de Sokodé	CEG Goumoukopé	Anèho
Vondoli Akago Kossi	PCEG	Fr.-Angl.	Lycée de Pya	CEG Yadé-Bohou	Lama-Kara
Ali Allassane	Prof. T.	Méc. Gén.	Lycée Tech. Sokodé	C.E.T. Pya	Lama-Kara
Kondoh Kéziré	Prof. T.	Electro-T.	Lycée Tech. Sokodé	Lycée Technique (chef des travaux)	Tchaoudjo

Les directeurs nommés doivent rejoindre leur poste au plus tard deux semaines avant la rentrée des classes. Les passations de service entre les directeurs doivent intervenir également deux semaines avant la rentrée des classes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 25-MPDD du 1-9-80 — Sont nommés attachés de cabinet au ministère de l'enseignement des 1er et 2è degrés :

MM. Gado Canthon Dackou, instituteur-adjoint de 3è classe 1er échelon

Kpodar Assiongbon, instituteur de 1re classe 1er échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nomination

Arrêté n° 24-METQD-RS du 25-8-80 — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 56-METQD du 19 octobre 1979 nommant M. Komlavi Yao administrateur-civil de 2è classe 1er échelon, directeur général-adjoint par intérim.

M. Rambert-Hounou Ambro Yaovi, de retour de stage, reprend ses fonctions de directeur-général-adjoint de la planification de l'éducation à compter du 21 juillet 1980.

Le présent arrêté prend effet à compter du 21 juillet 1980.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de paiement

Décision n° 143-MPRA-DGPD-DFCEP du 20-8-80 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre cent trente quatre mille deux cents (434.200) francs CFA au profit de M. Ouro-Agoro-Egbatao pour la location de son immeuble sis à Sotouboua pendant la période du 1er juillet 1979 au 31 juillet 1980 au taux de 33.400 francs par mois pour abriter le service régional des mines de ladite localité.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre IV, chapitre 3, article 1, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 189-79 du 25 septembre 1979).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 144-MPRA-DGPD-DFCEP du 20-8-80 — Est autorisé le virement en faveur de l'union nationale des maisons familiales de formation rurale du Togo, à son compte n° S 030334 C ouvert à la C.N.C.A. agence de Sokodé de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA représentant la contribution togolaise au fonctionnement dudit organisme.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre III, chapitre 6, article 1, paragraphe 1, rubrique D (CF n° 224-80 du 29-7-80).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 146-MPRA-DGPD-DFCEP du 25-8-80 — Est autorisé le virement en faveur de la compagnie du Bénin à Ganavé à son compte ouvert à la banque togolaise pour le commerce et l'industrie (B.T.C.I.) Lomé sous le n° 000.675-55 de la somme de vingt neuf millions trois cent mille neuf cents (29.300.900) francs CFA pour permettre la liquidation des droits du personnel licencié et la maintenance de l'usine pendant le second semestre de l'année 1980.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 270-80 du 22-8-80).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 147-MPRA-DGPD-DFCEP du 27-8-80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Anoumou Awougla Agbagli, à son compte n° 20198 ouvert à BALTEX, de la somme de quatre cent quarante six mille soixante douze (446.072) francs CFA représentant le reliquat du contrat relatif aux travaux d'extension et d'aménagement des bureaux de l'ASSUT.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 171-80 du 3 juillet 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 148-MPRA-DGPD-DFCEP du 27-8-80 — Est autorisé le virement en faveur de maître Amarin, notaire à son compte n° 1356-49 ouvert à la B.T.C.I. Lomé de la somme de deux millions (2.000.000) de francs CFA représentant la participation du C.N.P.P.M.E. au capital du garage agence en création à Lama-Kara.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre IV, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique b (CF n° 194-79 du 28 septembre 1979).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 149-MPRA-DGPD-DFCEP du 27-8-80 — Est autorisé le virement en faveur du centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) à son compte n° 50709/12 ouvert à la BTCL, de la somme de : quatre millions (4.000.000) de francs CFA représentant la participation à la création d'une société de caution mutuelle.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre IV, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique B (CF n° 194/79 du 28 septembre 1979).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 150-MPRA/DGPD/DFCEP du 27-8-80 — Est autorisé le paiement au profit de la société togolaise d'Etudes de développement (SOTED) à Lomé à son compte n° 60.517 ouvert à l'UTB à Lomé de la somme de : quatre millions quatre cent vingt deux mille (4.422.000) francs CFA pour étude d'identification du projet ananas.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 176/80 du 3 juillet 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 151-MPRA/DGPD/DFCEP du 27-8-80 — Est autorisé le virement au profit de TOGOGRAIN, à son compte C/043 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo, de la somme de : trente millions (30.000.000) de francs CFA destinée à la couverture des frais d'enlèvement et de transport du matériel électro-mécanique de cinq (5) stations de stockage céréalier.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 133/80 du 19 juin 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Nomination

Décision n° 93/MJSC/CAB du 1er-9-80 — M. Koudoyor Kangni, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon, directeur de la section ballet de la troupe nationale togolaise est chargé cumulativement avec ses fonctions, des voyages officiels et des relations publiques au ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Admissions

Arrêté n° 194/MEPDD du 13-8-80 — Sont déclarés définitivement admis à l'examen du certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les collèges d'enseignement général, session de 1979, les candidates et candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

1. OPTION : FRANÇAIS — HISTOIRE — GEOGRAPHIE

- 1er Balle Tchadié
- 2e Vondoly Akago Kossi
- 3e Locoh Adamagan Kagni
- 4e Koutodzo Kodzo Togbé
- 5e Makou Kossi Nadjombé
- 5e ex Mawussi Komlan
- 7e Mossi Foli Dagba
- 8e Akakpo Dalakéna
- 9e Mme Bebossiki Matimnabè, née Pakaye
- 10e Kola Kimilo
- 10e ex Bogra Tèmèmba
- 12e Kabate Ounile
- 13e Degboevi Koffi Séké
- 14e Lassey Amen Bawa
- 15e Badigiga M'Bantéga Dissougouma
- 16e Lassey Edoé Edem
- 16e ex Agbada Kodjo Eboè Amévo
- 18e Tiedema Baoulam
- 19e Feli Kwami
- 20e Zonkouwokpo Komi
- 21e Kanyi-Kodjovi Kokou
- 21e ex Hevi Komlan Enyonam
- 23e Coudakpo Kodjovi Ekoué

23e ex Sessou Ayaovi
 25e Tchegnon Bessan Godogo
 25e ex Kountouti Lendi
 25e ex Koudeka Komi
 28e Zidah Koffito M. Louzolo
 28e ex Anthony Dovi
 30e Tossou Ayikoué N'Denti
 30e ex Malouro Wattara Azimar
 30e ex Tossou Anoumou
 30e ex Pikeli M. Polognaky
 34e Amouzou Kofi
 35e Agbo Oniankitan.

II. OPTION : FRANÇAIS — ALLEMAND
 NEANT

III. OPTION : FRANÇAIS — ANGLAIS

1er Miheaye Kodjovi Sokewo
 2e Vedomey Kodjo
 3e Ahoulouma Essodina
 4e Molley Tomonou
 5e Agbossou Komlan Goudabla
 6e Abassa Kwadzo
 7e Brassier Polo Hamid
 7e ex Hayibor Yao Mawutor
 9e Sognonvi Atadégnon
 9e ex Lawson Messan Ananisso
 11e Obuo Kudjo Ekpong
 12e Ayi Tchéouvi Ayikoué
 13e Abevi Yao Akpédjé
 14e Seba Dalima
 15e Lamboni Y. Yamamoutol
 16e Dagadzi Kossi Messan
 17e Agbodan Eteh Messan
 18e Klati Komlanvi
 18e ex Ameganvi Dodzi Delali
 18e ex Adri Yao Atsu
 21e Mensa Eklou Biova
 21e ex Houetro Edjo Dodzi-Ko Adé
 23e Konu Kodjo Djidjogbé
 24e Foli Tèvi-Houma Ekué
 25e Azoumah Yao Vinyo
 26e Aholou Koko Adjewoda
 26e ex Essiomley Kodzo
 26e ex Sizing Ali
 26e ex Tohonou Adzoa Goussivi.

IV. OPTION : SCIENCES PHYSIQUES — SCIENCES
 NATURELLES

1er Eso Tchédre
 2e Kpanougou B. Simthaoui
 3e Kabo Sowadan
 4e Gbledzo Koffi
 5e Lawson Adodo
 6e Houessou Houessougan
 7e Maba Kpassagou

V. OPTION : MATHÉMATIQUES — SCIENCES PHYSIQUES

1er Kenkou Kossi Dométo
 2e Assidenou Ankou Y. Ezobah
 2e ex Agbokou Kossivi Dziwodona
 4e Bah-Traoré Salami
 5e Ede Komi Evenunyé
 6e Akpaki Kokou Koba
 7e Arouka Dossè
 8e Foly Kossi Aronko
 9e Gnanlaba Bally
 10e Fandoumi Kodjo Ayéwouadan
 11e Kpatcha Tchondo
 12e Azianve Yaovi
 13e Eklou Komi Dzimedou
 13e ex Nenonene K. M. Wobubé

13e ex Sewonou Yawo Senyo
 13e ex Mama Kokou
 17e Gnassounou D. Kwami

VI. OPTION : MATHÉMATIQUES — SCIENCES NATURELLES

1er Sossavi Koffi
 2e Mme Lassey, née Johnson Béniwa Emefa
 3e Djanguenane Yendoupack
 4e Mangazie Yao
 5e Sossavi Koffi Avitikou
 6e Wilson-Bahun Dédzroamédé
 6e ex Kloloe Kossi Akpadji
 8e Lamboni Damtaré
 9e Kodzo Ayédzi
 10e Dogbe Foli Kouassi
 11e Kombate Gnalé
 12e Aziato Kokouga
 13e Ametonou Koffi Vinyo
 13e ex Akate Takpa-Eya Palimson
 15e Adogli Ayawovi Edem Kafui
 15e ex Koussow Makoumalo-Beh
 17e Djaligma Kondi Oukpane
 18e Batakoa Hambora
 19e Kpandaya Balouki
 19e ex Goudjo Yawo Gbédey
 21e Kudje-Konou K. Agbessi
 21e ex Abalo Kossivi
 21e ex Tchazinon S. Essohanam
 21e ex Yedena T. Kontogma.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 195/MEPDD du 13-8-80 — Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels, session de 1979, les candidats et candidates dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

I. — CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT
 DANS LES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL
 (CAP - CEG)

A — Série Examen
 NEANT
 B — Série Concours

Option : FRANÇAIS — HISTOIRE — GEOGRAPHIE
 d'Almeida Hassan Comlan

OPTION : FRANÇAIS — ANGLAIS

1er Attikese Kossi
 2e Aklah Kokou Djegbé
 3e Fiagbedou Komlanvi

OPTION : MATHÉMATIQUES — SCIENCES PHYSIQUES
 NEANT

OPTION : MATHÉMATIQUES — SCIENCES NATURELLES
 NEANT

OPTION : SCIENCES PHYSIQUES — SCIENCES NATURELLES
 NEANT

II. — CERTIFICAT D'APTITUDE PÉDAGOGIQUE (CAP 2e Degré)

A — Série Examen

OPTION : LETTRES

1er Lawson Laté Koumadazan
 2e Banissan Kossi Tata
 3e Dagbo Yawovi Agbéméfia
 4e Amouzou Kodjo
 5e Ayi Messan.

OPTION : SCIENCES

Galley Komlan Sessaofia

B — Série Concours

OPTION : LETTRES

- 1er Kambia W. Baoumodom
- 2e Amelewonou Komlavi Gaméll
- 3e Tengue Zikpinyowou
- 4e Yormenoo Kwashie
- 5e Tama Djabali

OPTION : SCIENCES

- 1er Agbe Kofi Apéléké
- 2e Adzimah Yaovi Kamalé

III. — CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAP 2e Degré)

A — Série Examen

OPTION : LETTRES

- 1er Akpaku Séna
- 2e Mme Wiyao Fégbawè
- 3e Dagbovie Xolalie Tsé
- 4e Efoo Yao Agbémaflé
- 5e Agbevor Yawo Lovi
- 6e Eferwa Agbowwa M'Satéba
- 7e Koffi Amégnonah Kodjo
- 8e Gaffa Séko Koffi
- 9e Gnoungou Tawane Moloumba
- 10e Awuno Koffi Kuma
- 10e ex Nutsugan-Houessou Mawuli
- 10e ex Kokou M. Mawuli M'Bo-M'Bo

OPTION : SCIENCES

- 1er Ayih Tétéh Apéli
- 2è Tangao Abdoulaïhi
- 2è ex Afutu Kokou
- 4è Dzidzonou Enyo Kwami

B — Série Concours

NEANT.

Le présent arrêté prend effet à partir du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 197-MEPDD du 13-8-80 — Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels, session de 1979, les candidates et candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

I. CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT DANS LES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL (CAP-CEG)

A — Série Examen

NEANT

B — Série Concours

Option : FRANÇAIS — HISTOIRE — GEOGRAPHIE

- a) Enseignement Catholique
Afandonougbo Tengué, Yao
- b) Enseignement Evangélique
Ekpe Komi Aléko

Option : FRANÇAIS — ANGLAIS
NéantOption : MATHEMATIQUES — SCIENCES PHYSIQUES
NéantOption : MATHEMATIQUES — SCIENCES NATURELLES
NéantOption : SCIENCES PHYSIQUES — SCIENCES NATURELLES
Néant

II. CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CAP 2è Degré)

A — Série Examen

Option : LETTRES

a) Enseignement Catholique

- 1er Ezou Kossiwoa Koumessi
- 2è Capo-Ayivi Ayité Evénamènou

b) Enseignement Evangélique
Néant

Option : SCIENCES

- a) Enseignement Catholique
Alamou Adékoundé
- b) Enseignement Evangélique
Néant

B — Série Concours

III. CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAP 2è Degré)

A — Série Examen

Option : LETTRES

a) Enseignement Catholique

- 1er Vossah-Attiogbé Afandité
- 2è Ewah Kossi-Dankoua Oloukou

b) Enseignement Evangélique
Néant

Option : SCIENCES

- a) Enseignement Catholique
Akpaki Kouassī Ayé Djodji
- b) Enseignement Evangélique
Néant

B — Série Concours

Néant

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1980.

Additif

ADDITIF du 13-8-80 à l'arrêté n° 30-MENRS du 23 juillet 1979 portant admission définitive des professeurs stagiaires à l'examen du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les Collèges d'Enseignement Général. (CAP-CEG). Session de 1978.

Sont déclarés définitivement admis à l'examen du Certificat d'Aptitude à l'enseignement dans les Collèges d'Enseignement Général session de 1978, les candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

I — Option : FRANÇAIS — HISTOIRE — GEOGRAPHIE

Après :

Sani Alim Bellow

Ajouter :

Ajavon Ayité Elo M. A. Kisseh
Assouka Bomonba.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Transfert d'un cabinet dentaire

Arrêté n° 19-MSP du 27-8-80 — Est autorisé, le transfert au n° 110, rue de l'OCAM (derrière l'hôtel de la Paix) à Lomé, du cabinet dentaire dont l'ouverture par M. J. E. A. Dagadu, chirurgien-dentiste a été autorisée par l'arrêté n° 20-MSP du 2 novembre 1979.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire présenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Le mercredi 22 avril 1981, à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, commune de Kpalimé, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 11 a 94 ca, connu sous le nom de Yokelemodji et borné au nord, à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'ouest par Guidigui Yawo Djabor, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Togbé-Sényo V. Komi, transitaire à Lomé suivant réquisition du 9 octobre 1979, n° 8641.

Le mardi 21 avril 1981 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes Apéyéme circ. adm. de Kloto consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 ha 15 a 21 ca, connu sous le nom de Kètemé Modji et borné au nord par Johnson Jean Richard, au sud par la famille Tsétsé, à l'est par Johnson Ayélé et à l'ouest par Tsétsé Komlan dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Etorh-Hein-Nouho administrateur à Lomé 14, rue Koumakpley suivant réquisition du 10 octobre 1979, n° 8645.

Le mardi 21 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes Apéyéme circ. adm. de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 14 a 63 ca et borné au nord par Lodonou Amegatsé, à l'est par Voulé Koffi

Agbega et à l'ouest par un passage dont l'immatriculation a été demandée par la dame Etorh Ekoua Enyonamawu, assistante médicale à Lomé Nyékonakpoé 14, rue Koumakpley suivant réquisition du 10 octobre 1979, n° 8646.

Le lundi 20 avril 1981 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avétonou, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 20 ha 68 a 55 ca, connu sous le nom de Yakpane et borné au nord par la propriété Gamlitse Foly, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Déti Koffi, dont l'immatriculation a été demandée par M. Bodjona K. C. Mabisinéwé, professeur Technique demeurant à Lomé (Cité du Port autonome, maison C2), suivant réquisition du 17 janvier 1980, n° 8832.

Le jeudi 23 avril 1981 à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 12 a 49 ca, connu sous le nom de Kpodzi-Kpéganpé et borné au nord par Egah Ankou Michel et un terrain de la Commune, au sud par les lots n° 14 et 15, à l'est par la route Kpalimé-Atakpamé, à l'ouest par le lot n° 11 et la ligne de la haute tension ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Koudjahou Yawa (ex Vénétia), secrétaire d'administration demeurant à Lomé, suivant réquisition du 17 janvier 1980, n° 8834.

Le mardi 28 avril 1981 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 17 ca, connu sous le nom de Gbadago et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Zankou, au sud par une rue en projet et la propriété de M. Akakpovi Avité, à l'est par le titre foncier n° 7679 RT ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Akakpovi Avité, adjoind technique des TP demeurant à Lomé-Tokoin Gbonvié, suivant réquisition du 31 janvier 1980, n° 8859.

Le mardi 28 avril 1981 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 a 88 ca, connu sous le nom de Gbadago et borné au nord et à l'ouest par la propriété du requérant (réquisition n° 8859) au sud par une rue en projet et à l'est par le titre foncier n° 7.679 RT, dont l'immatriculation a été demandée par M. Akakpovi Avité, adjoind technique des TP demeurant à Lomé-Tokoin Gbonvié, suivant réquisition du 31 janvier 1980, n° 8860.

Le jeudi 16 avril 1981 à 8 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a 44 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1490, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par les lots n° 1479 et 1479 : dont l'immatriculation a été demandée par M. Adianoha S. Massan, Enseignant demeurant à Lomé-Tokoin Dumas-sésé, suivant réquisition du 3 mars 1980, n° 8936.

Le jeudi 16 avril 1981 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 a 88 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1455, au sud par un passage de 6 mètres, à l'est par les lots n° 1460 et 1461

et à l'ouest par une rue non dénommée de 18 mètres ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Têtê (Lynus) Agbodjan, propriétaire demeurant à Lomé représenté par Mme Mensah Ayélé, ménagère à Lomé-Tokoin Lycée, suivant réquisition du 3 mars 1980, n° 8937.

Le jeudi 16 avril 1981 à 8 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 26 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par les lots n° 1536 et 1537, au sud par une rue non dénommée de 16 mètres, à l'est par les lots n° 1529 et 1530 et à l'ouest par le lot n° 1526 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Visseho (Delphine) Tomegah, ménagère demeurant à Lomé, suivant réquisition du 3 mars 1980, n° 8938.

Le jeudi 16 avril 1981 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 a 98 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1408, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par les lots n° 1416 et 1417, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Ayélé (Marquise) Mensah, ménagère demeurant à Lomé-Tokoin Lycée, suivant réquisition du 3 mars 1980, n° 8939.

Le jeudi 30 avril 1981 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 68 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 281 au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 274 et à l'ouest par le lot n° 272, dont l'immatriculation a été demandée par M. Amedja Alassane, officier de police demeurant à Anèho, suivant réquisition du 3 mars 1980, n° 8940.

Le jeudi 23 avril 1981 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circonscription administrative de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 26 ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord par une rue en projet, au sud par M. B. Abotchi, à l'est par M. G. Gbadoe et à l'ouest par le sieur N. Aku, dont l'immatriculation a été demandée par M. Womé Kwami Komlan, commis des P.T.T. demeurant à Lomé, suivant réquisition du 5 mars 1980, n° 8943.

Le jeudi 23 avril 1981 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circonscription administrative de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 20 ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord par une rue de 12 mètres, au sud par le lot n° 22, à l'est par le lot n° 25 et à l'ouest par le titre foncier n° 4845 R.T., dont l'immatriculation a été demandée par Mme Komlan Kafui, née Dotsé, revendeuse demeurant à Lomé, suivant réquisition du 5 mars 1980, n° 8944.

Le jeudi 16 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 23 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1997, au sud par le lot n° 1995, à l'est par le lot n° 2006 et à l'ouest par

une rue non dénommée de 34 mètres, dont l'immatriculation a été demandée par M. Folly-Notsron Ekovi Akouété, professeur demeurant à Kpalimé, suivant réquisition du 11 mars 1980, n° 8949.

Le jeudi 16 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 28 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1751, au sud par le lot n° 1750, à l'est par une rue non dénommée de 34 mètres et à l'ouest par le lot n° 1745, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Padonou Havessi, née Akato, enseignante à la Croix Rouge, demeurant à Lomé-Lom'Nava, 21 rue des Nimes, suivant réquisition du 11 mars 1980, n° 8950.

Le mercredi 22 avril 1981 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circonscription administrative de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 31 ca, connu sous le nom de Yokélémondzi et borné au nord par une rue de 10 mètres, au sud par la propriété Avossé Kaglan (Frieda), à l'est par la route Kpalimé-Yokélé et à l'ouest par Todi Adjaho, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Tamakloé Akuavi, commerçante demeurant à Kpalimé, suivant réquisition du 13 mars 1980, n° 8958.

Le mercredi 29 avril 1981 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 a 90 ca, connu sous le nom de Gbadago et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des terrains non immatriculés, au sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Agbodjan Têko, revendeuse demeurant à Lomé, Avenue de la Libération, suivant réquisition du 14 mars 1980, n° 8960.

Le mercredi 29 avril 1981, à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anagokomé, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 41 ca et borné au nord par la rue du Sous-lieutenant Thompson, au sud par la rue du Grand-Marché, à l'est par la propriété Nelson Tamakloe et à l'ouest par MM. Hudanu et Dissu, dont l'immatriculation a été demandée par Mme (Marie) Missetongné K. da Silveira, commerçante demeurant à Lomé, représentant les héritiers M. da Silveira, suivant réquisition du 17 mars 1980, n° 8961.

Le vendredi 17 avril 1981 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 22 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud et à l'ouest par les lots n° 1022 et 1026, à l'est par un passage, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Massan Goh, revendeuse demeurant à Lomé, route de Kpalimé, suivant réquisition du 27 mars 1980, n° 8969.

Le mardi 28 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 44 ca, connu sous le nom de Gbadago et borné au nord par une rue non dénom-

mée, au sud par le lot n° 13, à l'est par le lot n° 14 et à l'ouest par le lot n° 9, dont l'immatriculation a été demandée par M. Aladé Kodjo Kodjoto, fonctionnaire demeurant à Lomé, 11 rue d'Anèho, suivant réquisition du 31 mars 1980, n° 8975.

Le vendredi 17 avril 1981 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 80 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 2025, au sud par le lot n° 2023, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 2015, dont l'immatriculation a été demandée par M. Etè Boboè, propriétaire demeurant à Lomé, suivant réquisition du 4 avril 1980, n° 8987.

Le lundi 20 avril 1981 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avétonou, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 ha 32 a 07 ca, connu sous le nom de Hévénou et borné au nord par la Sonaph, au sud par Atti Prosper, à l'est par Semevi Fumey Louis et à l'ouest par Kanyi Jean, dont l'immatriculation a été demandée par M. Adodo Yaovi, chef de cabinet du Président de la République demeurant à Lomé-Tokoin Solidarité suivant réquisition du 8 avril 1980, n° 8992.

Le jeudi 30 avril 1981 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 14 a 41 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par les parcelles n° 2123 et 2124, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 2117 et à l'ouest par le lot n° 2114, dont l'immatriculation a été demandée par M. B. Kodjo Bruce, Avocat Défenseur à Lomé, 27 Avenue du 24 Janvier Conseil de M. Gaba Kué Siphon et Mme Gaba Anne, née N'Gatchou, suivant réquisition du 10 avril 1980, n° 8994.

Le jeudi 16 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 25 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 1751 bis et à l'ouest par le lot n° 1745, dont l'immatriculation a été demandée par M. Edon A. Kangni, Topographe-Dessinateur demeurant à Lomé, 11 Rue des Cavaliers, suivant réquisition du 15 avril 1980, n° 9006.

Le vendredi 17 avril 1981 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 80 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par une rue en projet, au sud par les lots n° 1610 et 1617, à l'est par le lot n° 1611, dont l'immatriculation a été demandée par M. Koudaya Amédédjisso, Infirmier d'Etat demeurant à Tabligbo-Zébévi, suivant réquisition du 28 avril 1980, n° 9031.

Le vendredi 17 avril 1981 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 42 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1608, au sud par le lot n° 1606, à l'est par le lot n° 1614 et à l'ouest par une rue en projet; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kouetévi Nicoué, comptable à Cimtogo, demeurant à Lomé, Rue Aguiar Jacento n° 4, suivant réquisition du 28 avril 1980, n° 9032.

Le vendredi 17 avril 1981 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 42 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1609 au sud par le lot n° 1607, à l'est par le lot n° 1615 et à l'ouest par une rue de 14 mètres, dont l'immatriculation a été demandée par M. Pakandi Eglou Ekawilou, propriétaire demeurant à Lomé, suivant réquisition du 28 avril 1980, n° 9033.

Le jeudi 30 avril 1981 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 62 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 662, au sud par une rue non dénommée, à l'est et à l'ouest par les lots n° 656 et 654, dont l'immatriculation a été demandée par M. Bandeira Djodji Yaovi, militaire demeurant à Lama-Kara, suivant réquisition du 30 avril 1980, n° 9041.

Le conservateur de la propriété foncière,
Tètè Wilson Bahun

RECEPISSES DE DECLARATION D'ASSOCIATIONS

N° 1546/INT-SG-APA-PC du 15-10-80

Titre de l'association : Association mutuelle et d'entraide des fonctionnaires de la circonscription administrative d'Atakpamé.

But : Entraide sociale entre les fonctionnaires retraités de la circonscription administrative d'Atakpamé.

Siège social : Atakpamé quartier Lom-Nava, Rue Abasan
B. P. 165 Atakpamé

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

N° 1539/INT-SG-APA-PC du 13-10-80

Titre de l'association : Association pour les études juridiques et humaines.

Buts : Créer le Centre d'Etudes Juridiques et Humaines Rassemler, traduire et publier des travaux de recherche sur le Droit, la Littérature, la Linguistique et toute autre discipline appartenant aux sciences humaines.

Siège social : Lomé, 8 Rue de Verdun

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 283 du Territoire du Togo, Volume II, Folio 82 appartenant au sieur Amezhiah Amuzu (Alfred).

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 517 du Cercle de Lomé, Volume 3, Folio 115 appartenant aux consorts Kudawoo.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la copie du Titre Foncier n° 7950 R.T., appartenant à M. Mensah Akovi Roger agent de commerce en retraite. B.P. 2333 (Lomé).

(Pour deuxième insertion)

IMPRIMERIE EDITOGO — LOME

Dépôt légal n° 26